

Protection de la population



Schweizerische Eidgenossenschaft
Confédération suisse
Confederazione Svizzera
Confederaziun svizra

Office fédéral de la protection de la population OFPP

ANALYSE ET PRÉVENTION DES RISQUES, PLANIFICATION, INSTRUCTION, CONDUITE ET INTERVENTION

30 / MARS 2018



LABOR SPIEZ



Laboratoire de Spiez

Les missions internationales

Page 8

Benno Bühlmann, directeur de l'Office fédéral de la protection de la population (OFPP)

«La population attend de nous la meilleure protection possible»

Page 4

«care&peer practice»

Aide psychologique d'urgence

Page 20

Systèmes d'alarme et de télécommunication

Le Conseil fédéral montre la voie

Page 24

Collaboration

Conducteurs de chiens et pilotes de drones

Page 32

www.protopop.ch



ÉDITORIAL	3
.....	
PERSONNALITÉ	
«La population attend de nous la meilleure protection possible»	4
À la demande du Conseil fédéral, l'Office fédéral de la protection de la population (OFPP) procède actuellement à une révision totale de la loi fédérale sur la protection de la population et sur la protection civile (LPPCi). Interviewé à ce sujet, son directeur Benno Bühlmann nous en présente les principales nouveautés.	
.....	
DOSSIER: LABORATOIRE DE SPIEZ – SES MISSIONS INTERNATIONALES	
Les missions internationales du Laboratoire de Spiez	8
Des collaborateurs du Laboratoire de Spiez ont pris part à de nombreuses missions de désarmement et de contrôle des armements. De même, le LS intervient régulièrement sur mandat de l'ONU en faveur de l'environnement et de la santé.	
.....	
Dans la lutte contre les armes chimiques	11
Le Laboratoire de Spiez est l'un des laboratoires de référence de l'Organisation pour l'interdiction des armes chimiques (OIAC) et compte aujourd'hui parmi les instituts les plus renommés du monde.	
.....	
Sur mandat du Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE): mission Côte d'Ivoire	14
En 2006, une affaire de déchets toxiques était révélée dans les médias du monde entier: 500 tonnes de substances dangereuses en provenance d'Europe avaient été éliminées illégalement en Côte d'Ivoire. Une décennie plus tard, trois collaborateurs du Laboratoire de Spiez étaient à Abidjan pour en prélever des échantillons sur différents sites contaminés.	
.....	
Diagnostic du virus Ebola en Afrique de l'Ouest	17
En 2014 et 2015, une épidémie due à Ebola, la plus grave depuis l'identification du virus, a sévi en Afrique de l'Ouest, faisant plus de 11 300 victimes. Dans le cadre de l'aide internationale, une collaboratrice du Laboratoire de Spiez était engagée en Guinée.	
.....	
INSTRUCTION	20
.....	
COOPÉRATION	22
.....	
POLITIQUE	23
.....	
CONFÉDÉRATION	26
.....	
NOUVELLES DES CANTONS	27
.....	
NOUVELLES DES ASSOCIATIONS	31
.....	
SERVICE	34
.....	
POINT FINAL	35
.....	
Couverture: Ces dernières années, le Laboratoire de Spiez a marqué une présence accrue dans des engagements internationaux.	

Chère lectrice, cher lecteur,

Le 1^{er} décembre 2017, le Conseil fédéral a pris deux décisions stratégiques importantes pour nous: d'une part, il a approuvé et mis en consultation le projet de révision totale de la loi sur la protection de la population et sur la protection civile (LPPCi) et, d'autre part, il a défini la procédure relative à l'optimisation des systèmes d'alarme et de télécommunication de la protection de la population. Les deux dossiers sont interdépendants.

La loi révisée représentera le fondement sur lequel nous pourrons concevoir la protection de la population et la protection civile du futur. Il est indispensable de les faire évoluer, tout comme ont évolué les menaces qui pèsent sur la Suisse: cyberattaques, pannes d'électricité à grande échelle et pandémies sont désormais d'actualité. La révision vise également à fournir une base légale explicite à certaines mesures déjà mises en œuvre dans les domaines de la conduite, de la coordination et de la capacité d'intervention. En outre, la Centrale nationale d'alarme, le Centre fédéral d'instruction de Schwarzenburg, le Laboratoire de Spiez et l'État-major Protection de la population voient ainsi pour la première fois leurs tâches et leurs compétences inscrites dans une loi fédérale.

«Un système de protection de la population moderne a besoin de moyens d'intervention modernes.»

Un système de protection de la population moderne a besoin de moyens d'intervention modernes, car ce ne sont pas seulement les exigences qui ont changé, mais aussi les possibilités techniques. Le Conseil fédéral soutient la création d'un réseau de données sécurisé (RDS) et a commandé des études concernant la mise en place d'un réseau national de suivi de la situation et d'un système de communication sans fil à large bande.

Si nous voulons faire avancer la protection de la population, nous devons garder un œil sur son évolution au plan international. Le Laboratoire de Spiez en est un excellent exemple: non content d'échanger avec ses partenaires dans le monde entier, il met également à disposition son expertise extrêmement appréciée. Le dossier de la présente édition donne un éclairage sur ses engagements internationaux.

Benno Bühlmann

Directeur de l'Office fédéral de la protection de la population



Benno Bühlmann, directeur de l'Office fédéral de la protection de la population (OFPP)

«La population attend de nous la meilleure protection possible»

À la demande du Conseil fédéral, l'Office fédéral de la protection de la population (OFPP) procède actuellement à une révision totale de la loi fédérale sur la protection de la population et sur la protection civile (LPPCi). Son directeur Benno Bühlmann nous en présente les principales nouveautés.

Pourquoi une révision totale de la LPPCi?

Il faut donner une base légale à l'optimisation en cours de la protection de la population et de la protection civile. La loi actuelle date du début des années 2000. Depuis lors, le contexte a évolué: l'éventail des risques, les possibilités techniques, etc. ont considérablement changé.

La révision va-t-elle changer fondamentalement le système de protection de la population?

Non, ce système a fait ses preuves. La répartition des tâches entre la Confédération et les cantons va rester la même dans les grandes lignes, mais il faut donner plus de poids à la protection de la population dans la loi. Il faut de nouvelles bases légales pour les systèmes d'alarme et de

sion de l'ordonnance concernant cet état-major parallèlement à celle de la LPPCi. Le projet sera soumis au Conseil fédéral en mars.

Quelles sont donc les tâches de cet état-major?

L'État-major fédéral Protection de la population – ce sera sa nouvelle désignation – est chargé de fournir en temps opportun au Conseil fédéral les bases de décision consolidées dont il a besoin. Désormais, la conférence des directeurs de l'EMF réunira une trentaine de directeurs d'offices fédéraux. La Centrale nationale d'alarme, l'État-major CENAL du Conseil fédéral et d'autres éléments de l'OFPP et d'organisations tierces appuieront l'EMF pour lui permettre de travailler efficacement et de rester engagé durant plusieurs mois s'il le faut.

«Il faut donner plus de poids à la protection de la population dans la loi.»

communication, la protection des infrastructures critiques, les tâches de la Centrale nationale d'alarme, le centre de formation de Schwarzenburg, la protection ABC, le Laboratoire de Spiez et l'État-major fédéral ABCN.

La fonction de coordination de l'OFPP en sera ainsi renforcée.

Exactement. L'optimisation de la coordination entre la Confédération et les cantons est une tâche permanente. L'exercice du réseau national de sécurité 2014 a en outre montré qu'il fallait étendre le champ d'action de l'État-major fédéral ABCN (EMF ABCN). Celui-ci doit pouvoir intervenir dans tous les types d'événements concernant la protection de la population, et pas seulement dans le domaine ABCN. Nous menons d'ailleurs une révi-

La réglementation des systèmes d'alarme et de télécommunication occupe une place importante dans la révision de la LPPCi.

La réalisation d'un réseau de données sécurisé (RDS) est vitale. En cas de catastrophe ou de situation d'urgence à l'échelle nationale, il faut absolument que les principaux organes de conduite officiels mais aussi les exploitants d'infrastructures critiques puissent communiquer entre eux. Faute de cela, on ne disposera plus des informations nécessaires pour obtenir une vue d'ensemble de la situation et en assurer le suivi coordonné, ce qui rend impossible une conduite efficace des opérations. Ce que nous voulons faire grâce au RDS, c'est créer des liaisons fixes dont l'alimentation électrique est garantie en toutes circonstances et qui offrent une meilleure cyberprotection. Cela nous permettra de combler une lacune fondamentale dans la sécurité du système de protection de la population.



«Désormais, la conférence des directeurs de l'EMF réunira une trentaine de directeurs d'offices fédéraux.»

Les organisations d'intervention réclament aussi une communication sans fil à large bande.

Ce sont surtout les corps de police des grandes agglomérations qui ont ce besoin. Au niveau tactico-opérationnel, il est important de pouvoir transmettre des informations sur la situation notamment sous la forme d'images. Nous voulons définir un standard dans le cadre d'un projet pilote avec les cantons intéressés. Le but est d'éviter de gaspiller ultérieurement d'énormes ressources en réunissant des systèmes différents, par exemple quand il faudra remplacer Polycom.

Le réseau radio de sécurité Polycom fonctionne depuis des années.

Polycom est une success story. Ce système est utilisé chaque jour depuis des années. Il permet à 55 000 utilisateurs de communiquer même quand les autres moyens ne sont plus disponibles. Toutes les organisations d'urgence y sont reliées, de même que la protection civile, les gardes-frontière et l'armée. Mais pour pouvoir employer Polycom jusqu'en 2030 comme nous le prévoyons, nous allons devoir procéder à un changement de technologie.

La migration dans les cantons doit durer de 2020 à 2025. La principale difficulté consistera à exploiter en parallèle l'ancien et le nouveau système durant une phase transitoire.

Où en est l'OFPP dans les domaines de l'alarme et de l'information de la population?

Nous voulons mieux atteindre la population en cas de catastrophe ou de situation d'urgence. De nombreuses personnes ne savent plus ce qu'il faut faire quand elles entendent les sirènes. Pour cette raison, nous souhaitons diffuser des informations actuelles sur les événements via l'application Alertswiss, réalisée par l'OFPP, sous forme de notifications push et aussi les publier sur le site internet Alertswiss. Par ces canaux, nous pouvons faire savoir rapidement et directement à la population ce que signifie l'alarme par sirènes et comment il faut se comporter. Ce nouveau service sera mis en place au deuxième semestre 2018. Il s'agit d'un projet commun à l'OFPP et à tous les cantons, car ce sont ces derniers qui diffuseront en premier lieu des informations via Alertswiss en cas d'événement.



«Ce que nous voulons faire grâce au RDS, c'est créer des liaisons fixes dont l'alimentation électrique est garantie en toutes circonstances et qui offrent une meilleure cyberprotection.»

La Centrale nationale d'alarme doit quitter Zurich pour Berne en 2019. Qu'attendez-vous de ce déménagement?

La CENAL doit accomplir certaines tâches de manière autonome, notamment si elle doit prendre des mesures urgentes en cas de contamination radioactive. Elle doit aussi dresser un tableau de la situation et le mettre à la disposition de tous les intervenants. Pour effectuer ces tâches, peu importe l'endroit où elle se trouve.

Mais la CENAL est aussi l'élément d'intervention et d'appui de l'État-major fédéral Protection de la population. En cas d'événement, nous avons besoin de tout son dispositif, y compris l'État-major CENAL du Conseil fédéral, pour préparer le travail de l'EMF. Il est évident qu'en cas de crise, le fait que cet élément se trouve à Zurich alors que l'État-major fédéral est à Berne est un inconvénient. En outre, la CENAL profitera aussi des synergies: nous pourrions améliorer sa capacité d'engagement si elle peut recevoir l'appui de collaborateurs de l'OFPP habitant et travaillant dans la région de Berne.

La Division Instruction dans sa totalité s'est installée à Schwarzenburg.

D'une manière générale, j'estime que la place des enseignants est à l'école, et par conséquent, il est normal que nos formateurs soient au centre de formation. C'est un plus pour la collaboration et les échanges entre collègues.

Peu après votre entrée en fonction, vous avez dit qu'il fallait améliorer la formation dans la protection de la population. Où en sommes-nous aujourd'hui?

Nous avons un grand nombre de défis à relever en matière de formation en général. Je pense notamment aux supports numériques et à l'enseignement à distance. De

nos jours, on ne peut plus se contenter de distribuer des classeurs fédéraux. Mais il faut aussi bien entendu revoir le contenu. L'OFPP a passé ses tâches en revue. Au premier plan, il y a la formation à la conduite et aussi des formations spécialisées, par exemple dans le domaine de Polycom. Les cantons jouent un rôle très important: pour la première fois, nous élaborons des cours avec eux. C'est tout à fait remarquable! Il reste encore à redéfinir et à améliorer la formation des instructeurs. Il faut l'adapter aux nouvelles réalités et la sanctionner par un diplôme reconnu sur le plan suisse.

Quels changements la révision de la loi va-t-elle apporter dans la protection civile?

Il faut réduire la durée du service obligatoire et assouplir ses modalités. Nous voulons aussi créer la possibilité d'effectuer tout son service en une seule fois, à l'image du «service long» dans l'armée. Le but est d'arriver à une certaine harmonisation avec le service militaire et d'être en phase avec la société d'aujourd'hui. En outre, nous prévoyons aussi des évolutions en ce qui concerne les constructions protégées.

Quelles sont vos intentions dans ce domaine?

À l'heure actuelle, nous avons en Suisse plus de 2000 constructions protégées. Elles se répartissent entre postes de commandement, postes d'attente, centres sanitaires protégés et unités d'hôpital protégées. À l'époque de leur construction, on se préparait à une guerre. Par ailleurs, les effectifs de la protection civile ont diminué, tout comme le nombre d'organisations locales. Nous voulons déterminer avec les cantons de quelles constructions nous avons encore besoin. Et celles dont nous aurons besoin doivent effectivement être opérationnelles, ce qui ne serait pas le cas des constructions sanitaires à l'heure actuelle.

C'est pourquoi le service sanitaire doit être réintroduit dans la protection civile?

À mon avis, nous n'avons pas le choix: nous devons aussi nous préparer à faire face à des catastrophes et à des situations d'urgence de grande ampleur mais qui n'arrivent que rarement. Si un tremblement de terre comme celui de Bâle en 1356 se produisait aujourd'hui, il pourrait y avoir jusqu'à 50 000 blessés. En cas de pandémie, on peut s'attendre à 40 000 hospitalisations. Or notre système de santé n'est pas dimensionné pour cela. Et l'armée ayant réduit ses effectifs, elle n'est plus en mesure de fournir une aide subsidiaire d'une telle ampleur.

Sur le plan technique, la plupart des centres sanitaires protégés et des unités d'hôpital protégées pourraient certes encore fonctionner mais leurs installations sont souvent hors d'âge. Par exemple, il se peut que la ventilation tourne toujours mais que le dispositif de désinfection ne corresponde plus du tout aux normes actuelles. Pire encore: nous

n'avons pratiquement plus de personnel pour les exploiter. Il est donc nécessaire de réintroduire un service sanitaire dans la protection civile. La population s'attend à ce que nous puissions la secourir dans ces situations critiques.

Que deviendront les constructions excédentaires?

Cette infrastructure représente une valeur, on ne peut pas la supprimer purement et simplement. Le but, c'est de réutiliser ces constructions, si possible en rapport avec la protection civile, mais d'autres affectations peuvent être envisagées. Nous recherchons actuellement des solutions avec les cantons.

Quel est le calendrier pour la révision de la LPPCI?

La procédure de consultation dure jusqu'à la fin mars. Le Conseil fédéral nous a chargés de rédiger un message à l'attention du Parlement d'ici la fin de l'année. Une fois que le message aura été approuvé par l'exécutif, en novembre, les Chambres pourront examiner le projet, en principe l'année prochaine. S'il n'y a pas de divergences ou de difficultés particulières, la loi pourrait entrer en vigueur le 1^{er} janvier 2020.

Les travaux avaient déjà commencé avant votre entrée en fonction. Dans quelle mesure cette loi porte-t-elle votre marque?

La Stratégie 2015+ pour la protection de la population et la protection civile, élaborée du temps de mon prédécesseur, constitue une excellente base. Je n'ai rien dû ni souhaité y changer. Mais une fois qu'on a une stratégie, il faut la mettre en œuvre. C'est lorsqu'on aborde les questions concrètes, notamment la répartition des compétences et des coûts, que l'on doit parfois revoir sa copie ou que l'on risque d'oublier tous nos objectifs patiemment échafaudés. Je crois avoir contribué à traduire la Stratégie 2015+ en mesures concrètes. Et je suis persuadé que les cantons vont aussi adhérer aux solutions proposées.

Avant l'OFPP, vous dirigiez un service cantonal. Voyez-vous le fédéralisme suisse avec d'autres yeux aujourd'hui?

À vrai dire, non. Je reste convaincu des qualités de notre système. Il faut que les cantons, et aussi les communes, fassent ce qu'ils peuvent faire, en appliquant le principe de subsidiarité. En même temps, la Confédération doit veiller à ce qu'il n'y ait pas 26 solutions individuelles et garantir l'interopérabilité à l'échelle cantonale. Personne ne souhaite que la protection de la population s'échoue aux frontières cantonales.

Dans une précédente interview, vous vous présentiez comme quelqu'un de dynamique et décidé sur le plan professionnel. Avez-vous pu exprimer ces qualités ou avez-vous dû parfois vous réfréner?

Je n'ai aucunement dû me réfréner. Nous faisons face à de grands défis. Si nous ne les affrontons pas énergique-



«Ce que nous avons réalisé jusqu'à présent, nous l'avons réalisé ensemble.»

ment et de manière décidée, nous n'atteindrons pas nos objectifs. C'est ce que la population attend de nous et aussi que nous la protégeons le mieux possible. Pour cela, on ne peut pas se contenter de gérer les affaires courantes. Mais parfois, il faut aussi savoir lever le pied pour que tout le monde puisse suivre.

Lors de votre entrée en fonction, vous aviez manifesté votre intention de faire bouger les choses. Vous vouliez faire avancer la protection de la population. Dans quelle mesure y êtes-vous parvenu?

Je trouve que nous avons déjà beaucoup avancé. Si je considère tous les projets que nous avons mis sur les rails, les missions que nous avons reçues du Conseil fédéral, la révision de la loi qui est en cours, je suis très content. Mais pour cela, nous avons dû, à l'OFPP, travailler dur et sur la durée. Ce que nous avons réalisé jusqu'à présent, nous l'avons réalisé ensemble. Je ne peux dire qu'une seule chose à mon personnel et à nos partenaires: un grand merci pour votre collaboration!

M. Bühlmann, nous vous remercions de cet entretien.

Entretien:

Kurt Münger

Chef de la Section Communication, OFPP

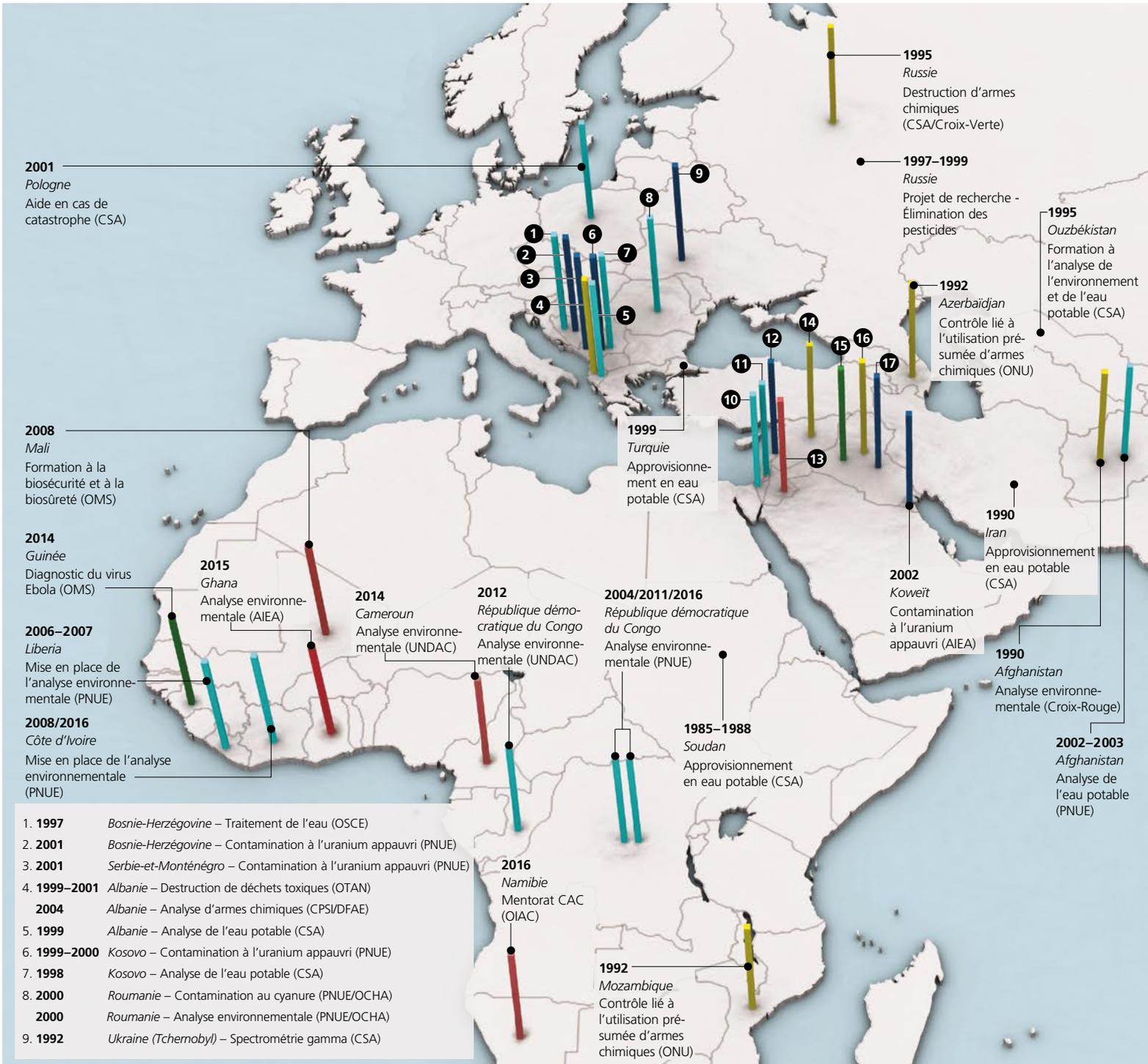
Pascal Aebischer

Rédacteur responsable de la revue

«Protection de la population», OFPP

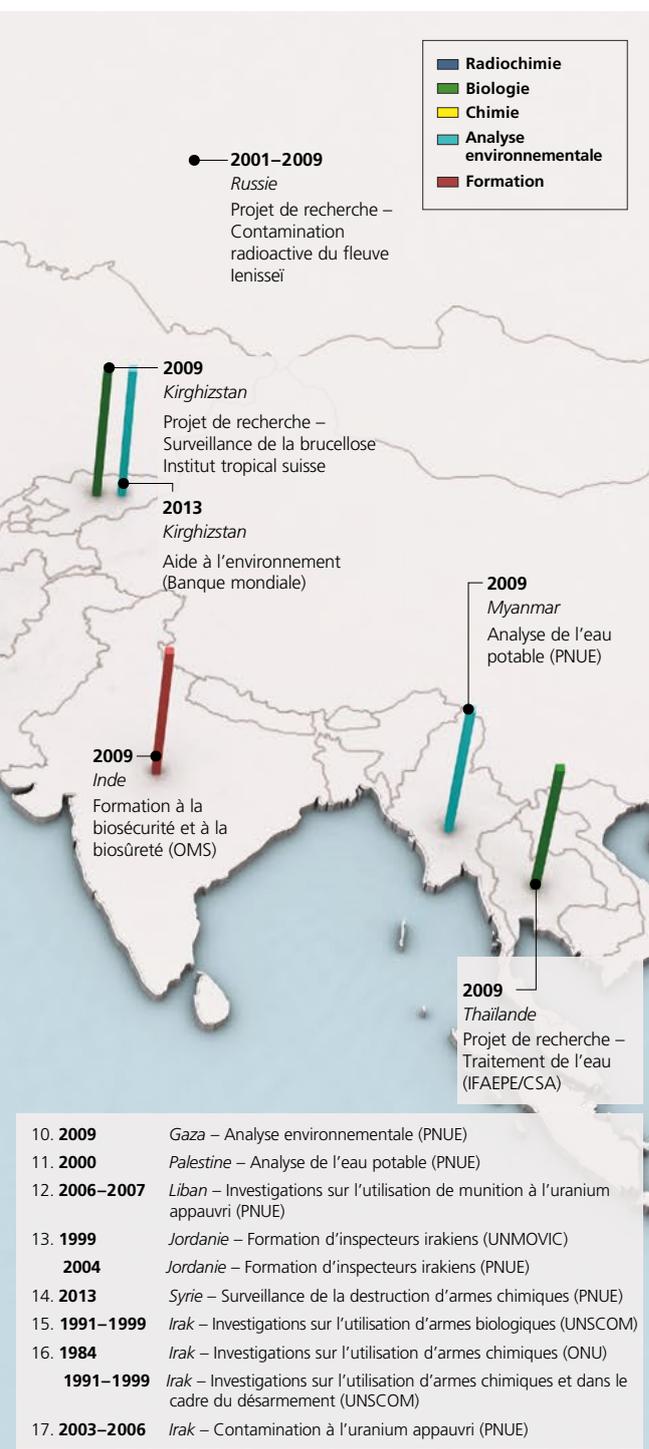
Au service de l'ONU

Les missions internationales du Laboratoire de Spiez



Missions internationales du Laboratoire de Spiez 1984-2017

L'expertise du Laboratoire de Spiez est sollicitée au niveau international. Depuis la fin de la guerre froide, ses collaborateurs ont pris part à de nombreuses missions destinées à soutenir les efforts onusiens de désarmement et de contrôle des armements. En outre, cette division de l'Office fédéral de la protection de la population (OFPP) intervient régulièrement sur mandat de l'ONU en faveur de l'environnement et de la santé, un travail sur le terrain qui profite également à la Suisse.



La communauté internationale observe, sur fond de tensions avec la Corée du Nord et l'Iran, une recrudescence des armes nucléaires dans la politique de sécurité internationale et est confrontée depuis plusieurs années à l'utilisation récurrente d'agents chimiques de combat dans le conflit syrien. La menace liée aux armes de destruction massive reste donc un problème important à l'heure actuelle pour la sécurité de la Suisse et pour la protection de la population. Étant donné la situation sur la scène internationale, les défis à relever sont devenus plus complexes pour les autorités – de même que pour les services de renseignement, les forces de police et, tout particulièrement, la protection ABC, qui représente une tâche centrale du Laboratoire de Spiez.

Institution à l'interface entre les sciences naturelles et la politique, le Laboratoire de Spiez a été de plus en plus sollicité au cours de ces dernières années, y compris au niveau international, tant dans les domaines du contrôle de l'armement que de la protection ABC ou de la sécurité intérieure: l'expertise de ses spécialistes est aujourd'hui demandée de toutes parts, car sans un savoir-faire fondé du point de vue scientifique, il n'est pas possible de progresser, que ce soit dans les négociations sur le désarmement, dans la protection ABC ou la protection contre les dangers atomiques, biologiques et chimiques.

Désarmement et promotion de la paix

La coopération internationale pour le désarmement, la promotion de la paix et la résolution des conflits gagne de plus en plus en importance, même si les récents développements en Syrie, en Corée du Nord ou dans d'autres régions en crise n'incitent pas à l'optimisme. Depuis la fin de la guerre froide, le Laboratoire de Spiez a participé à de nombreuses missions dans le cadre du désarmement et du contrôle des armements, au point de représenter aujourd'hui un instrument au service de notre politique étrangère et de notre sécurité reconnu de par le monde. Le Laboratoire de Spiez est aujourd'hui un partenaire important de l'ONU, de l'Organisation pour l'interdiction des armes chimiques (OIAC) ou de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA). Sa collaboration avec l'OIAIC a été particulièrement intense ces dernières années car il est considéré comme l'un des meilleurs laboratoires au



Déploiement sur le terrain dans le cadre d'une mission liée à l'uranium appauvri au Liban (2006)

monde dans le domaine de l'analyse des agents chimiques de combat.

C'est en son sein notamment qu'il a pu être scientifiquement démontré que du sarin, un neurotoxique, avait été utilisé contre la population dans la guerre civile en Syrie (voir p. 11).

Intérêts de la Suisse

L'engagement internatio-

nal du Laboratoire de Spiez sert aussi indirectement les intérêts de la Suisse, les crises en rapport avec la protection de la population revêtant de plus en plus en effet un caractère global. Ces interventions internationales lui offrent la possibilité d'adapter son savoir-faire scientifique et technique aux nouveaux développements, d'acquérir de l'expérience sur le terrain, d'examiner des échantillons réels, dans des conditions souvent difficiles, et d'échanger avec des spécialistes du monde entier.

Questions ayant trait à l'environnement et à la santé

Les travaux théoriques et expérimentaux dans le domaine de la protection ABC permettent de développer un savoir-faire étendu, souvent interdisciplinaire, et applicable à d'autres domaines. C'est pourquoi le Laboratoire de Spiez utilise ses compétences scientifiques et techniques aux fins de tâches transversales et en favorisant les synergies, non seulement pour le désarmement et le contrôle des armements, mais aussi pour les investigations analytiques en rapport avec des questions environnementales ou sanitaires. Dans le cadre du Réseau mondial d'alerte et d'action en cas d'épidémie (GOARN) de l'Organisation mondiale de la santé (OMS), il a participé sur le terrain, en Guinée, pendant l'épidémie d'Ebola de 2014 et 2015 au diagnostic de l'agent pathogène responsable. L'OMS a mis ce réseau en place afin de pouvoir réagir rapidement et efficacement et coordonner ses activités dans le monde entier en cas de nouvelle épidémie. Ce réseau s'appuie sur la collaboration entre des équipes internationales interdisciplinaires, qui proposent leurs services lors de l'apparition d'une nouvelle épidémie risquant de s'étendre à d'autres régions du globe.

L'épidémie d'Ebola qui a sévi en 2014 en Afrique de l'Ouest a mis à rude épreuve les systèmes de santé des pays touchés. Mais les infrastructures modernes des pays industrialisés ont aussi été à la peine: le fait qu'une poignée de patients en Europe et aux États-Unis aient contaminé un nombre quasi équivalent de soignants montre clairement la nécessité de mettre en place des campagnes de sensibilisation et possibilités de formation adéquates – y compris en Suisse. Face à la menace pan-

démique, la protection de la population doit déployer ses effets au-delà des frontières nationales pour être efficace (voir p. 17).

Missions environnementales

En tant qu'institut spécialisé d'un pays neutre, le Laboratoire de Spiez est également fréquemment appelé par l'ONU à intervenir dans des zones de conflit pour des missions en faveur de l'environnement, par exemple pour analyser les atteintes à l'environnement dues à l'utilisation de munitions à l'uranium appauvri (DU) – un produit résiduel de l'enrichissement de l'uranium. Dans le domaine militaire, l'uranium appauvri est utilisé pour sa densité élevée principalement en tant que munition perforante. Légèrement radioactif, il peut ensuite se déposer dans l'environnement et y déployer ses effets délétères. Même si le risque pour la santé est négligeable en cas de séjour d'une durée limitée dans une zone contaminée – pour autant que certaines mesures de précaution soient observées – l'utilisation de ce matériel provoque souvent un sentiment d'insécurité dans la population et requiert des investigations de la part du Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE).

L'ONU charge régulièrement le Laboratoire de Spiez de mener ce type d'investigations dans des régions en crise, comme cela a été le cas au Kosovo, en Irak, au Liban ou en Bosnie-Herzégovine. Mais le Laboratoire de Spiez est également mis à contribution pour des missions environnementales sans rapport avec des conflits armés. Il est ainsi intervenu en Côte d'Ivoire pour évaluer les répercussions sur le long terme d'une affaire de déchets toxiques (voir p. 14).

Distinction

En 2009, le Laboratoire de Spiez s'est vu décerner le prix Green Star par l'ONU pour ses analyses environnementales. Cette distinction est destinée aux particuliers, organisations et gouvernements ayant œuvré de manière notable dans le cadre d'une démarche globale et durable pour répondre aux situations d'urgence environnementales. Les efforts déployés par le Laboratoire de Spiez pour les missions internationales, que ce soit en faveur de l'environnement ou du désarmement, se limitent en général à la mise à disposition de personnel. Les dépenses liées aux déplacements, à l'hébergement et à la sécurité sont prises en charge par les organisations internationales. Le bénéfice qu'il tire des efforts investis est considérable dans la mesure où il ne pourrait acquérir une expérience comparable du terrain et du travail en laboratoire lors des seuls exercices organisés en Suisse. Cet engagement au niveau international profite donc concrètement à la protection de la population dans notre pays.

Marc Cadisch

Directeur du Laboratoire de Spiez, OFPP

Des expertises scientifiques pour le désarmement et le contrôle de l'armement

Dans la lutte contre les armes chimiques

Suite à l'utilisation d'armes chimiques par le régime de Saddam Hussein, le Laboratoire de Spiez avait analysé des échantillons provenant d'Irak pour l'ONU au milieu des années 1980. Trois décennies plus tard, il est l'un des laboratoires de référence de l'Organisation pour l'interdiction des armes chimiques (OIAC) et compte parmi les instituts les plus renommés du monde.



Des analyses du Laboratoire de Spiez ont contribué à ce que la Commission d'enquête de l'ONU puisse présenter, en 2013, des preuves de l'utilisation d'armes chimiques dans la guerre civile en Syrie.

La menace globale qui a émergé après la fin de la guerre froide a des répercussions concrètes sur la politique de sécurité de la Suisse: plus que des conflits entre États nationaux, ce sont principalement des menaces comme le terrorisme, les cyber-attaques, la criminalité, le trafic d'armes, sans oublier la prolifération des armes de destruction massive, qui mettent aujourd'hui en danger la sécurité de la population suisse. La Suisse plaide «pour l'interdiction et l'élimination de toutes les catégories d'armes de destruction massive, celles-ci faisant peser de lourdes menaces tant sur la sécurité internationale que sur les populations», écrit le Conseil fédéral dans son Rapport de juin 2017 sur la politique de la Suisse en matière de maîtrise des armements, de désarmement et de non-prolifération.

Comme le Conseil fédéral le relève dans sa stratégie de politique étrangère 2016–2019, l'action dans le domaine du désarmement et de la prévention de la prolifération des armes atomiques, biologiques et chimiques (ABC) est l'une des priorités en matière de paix et de sécurité. Par conséquent, la Suisse participe aux travaux de presque tous les organes internationaux dans ce domaine. L'objectif est d'accroître la sécurité en soutenant la capacité d'action des organisations ainsi qu'en renforçant la confiance et la transparence. Depuis de nombreuses années, les prestations du Laboratoire de Spiez favorisent dans une importante mesure les efforts déployés pour le désarmement:

- en conseillant la diplomatie et les groupes de contrôle des exportations;
- en effectuant des expertises dans le cadre des négociations sur le désarmement;
- en participant aux négociations sur le désarmement;
- en fournissant des substances, analyses et données;
- en formant des inspecteurs.



Des inspecteurs de l'Organisation pour l'interdiction des armes chimiques (OIAC) en mission en Libye.

L'Irak dans les années 1980

L'engagement international du Laboratoire de Spiez a commencé il y a plus de 30 ans: en 1981, le régime irakien de Saddam Hussein a lancé un programme d'armement chimique qui devait être utilisé pour la première fois trois ans plus tard dans la guerre contre l'Iran. Saddam Hussein a aussi fait usage de ses armes chimiques contre sa propre population kurde, pour réprimer des insurgés. Ces opérations ont fait des milliers de morts et de blessés. En tout, le Laboratoire de Spiez a été mandaté sept fois par l'ONU pour analyser des échantillons provenant d'Irak. Ces analyses ont confirmé l'utilisation d'armes chimiques et ont permis d'avoir un aperçu du programme d'armement chimique irakien. En 1991, l'ONU a fondé la Commission spéciale des Nations Unies (UNSCOM). Celle-ci était chargée d'identifier et de détruire les armes chimiques et biologiques détenues par le régime irakien, ainsi que de surveiller les activités de son industrie. Des collaborateurs du Laboratoire de Spiez ont participé à plusieurs missions en Irak. Jusqu'en 1998, quelque 40 000 pièces de munitions chimiques, dont des grenades d'artillerie, des bombes, des têtes de missiles pour fusées et des lance-fusées multiples, ont été détruites sous la surveillance de l'UNSCOM en Irak. Après la destruction des stocks, le laboratoire du Centre de contrôle et de vérification de Bagdad (Bagdad Monitoring and Verification Centre [BMVC]) s'est vu confier la surveillance à long terme de l'industrie chimique. Différents collaborateurs du Laboratoire de Spiez ont participé à la surveillance, travaillé dans le laboratoire d'analyses BMVC et accompagné les équipes d'inspection. Cette collaboration a été très appréciée. Kofi Annan, Secrétaire général des Nations Unies, a rendu visite au Laboratoire de Spiez en septembre 1997.

1997: interdiction internationale des armes chimiques

En 1997, l'ONU a réussi à faire entrer en vigueur une convention internationale sur l'interdiction des armes chimiques (Convention sur les armes chimiques [CAC]), qui contient un mécanisme de contrôle efficace. La CAC était le premier traité de désarmement digne de ce nom. Elle a eu une influence déterminante sur les travaux des chimistes du Laboratoire de Spiez. Entre-temps, cet accord a acquis une validité quasiment universelle. 192 États l'ont ratifié; seuls l'Égypte, Israël et la Corée du Nord se tiennent encore à l'écart. L'Organisation pour l'interdiction des armes chimiques (OIAC), dont le siège est à la Haye, veille à l'application de la CAC. Elle accompagne la destruction des stocks d'armes chimiques déclarés par les États signataires, et inspecte les usines et les laboratoires de recherche afin de contrôler que la Convention est respectée de façon conséquente.

En 2013, l'OIAC a reçu le prix Nobel de la paix pour ses services rendus en faveur du désarmement. C'est ainsi qu'en

l'espace de dix mois au milieu de la guerre civile syrienne, l'OIAC a réussi, en collaboration avec l'ONU, à faire transporter hors du pays, en vue de les détruire, l'ensemble des produits chimiques déclarés par le régime syrien, soit près de 1300 tonnes de gaz toxique et de précurseurs. Au vu de la situation en matière de sécurité et des circonstances politiques, cela a constitué un succès remarquable.

Pour remplir ses tâches de surveillance, l'OIAC a mis sur pied un réseau international de laboratoires d'analyses. En raison de ses prestations, le Laboratoire de Spiez a été l'un des premiers à être nommé laboratoire de référence de l'OIAC en 1998 déjà. Aujourd'hui, le réseau de l'OIAC comprend une quinzaine de laboratoires de référence, qui doivent démontrer leurs compétences une fois par année lors d'essais interlaboratoires. Lors de ceux-ci, les experts de Spiez, en compétition avec les instituts les plus renommés du monde, se sont distingués.

Depuis 2013, la Syrie en point de mire

Ces derniers temps, ce sont surtout des événements ayant eu lieu dans le cadre du conflit en Syrie qui ont retenu l'attention de l'OIAC. Bien que le pays ait adhéré à la CAC en 2013 sous la pression internationale, des armes chimiques ont régulièrement été utilisées dans la guerre civile en Syrie. Le Laboratoire de Spiez a été mandaté plusieurs fois par l'ONU pour analyser des échantillons prélevés en Syrie. Il a pu contribuer dans une mesure déterminante à ce que la communauté internationale puisse présenter des preuves scientifiquement irréfutables de l'utilisation d'armes chimiques en Syrie.

Enfin, en 2015, le Conseil de sécurité de l'ONU a créé le Mécanisme d'enquête conjoint OIAC-ONU, une commission d'enquête qui devait identifier les auteurs responsables. Les rapports du Mécanisme, auxquels le Laboratoire de Spiez a contribué de façon essentielle, exposent que tant des acteurs des forces armées syriennes que des acteurs de l'État islamique ont fait usage d'armes chimiques en Syrie.

Au printemps 2017, l'ONU a nommé Stefan Mogl, chef de la Section Chimie du Laboratoire de Spiez, dans le groupe de direction du Mécanisme pour la deuxième phase d'enquête prévue jusqu'à la fin 2017. Selon cette enquête, le régime syrien a utilisé un gaz neurotoxique contre Khan Cheikhoun, une ville tenue par l'opposition, en avril 2017 et la milice de l'État islamique a utilisé du gaz moutarde dans la ville syrienne d'Umm Hawsh en septembre 2016.

Si, malgré l'interdiction par la communauté internationale, le recours à des armes chimiques restait sans conséquence, d'autres acteurs pourraient être encouragés à aussi en faire usage, avertit le rapport du Mécanisme. Fin 2017, le gouvernement russe a malheureusement mis son veto, au sein du Conseil de sécurité de l'ONU, à une prolongation du mandat du Mécanisme.



Echantillons de tissus, de sol et de liquides provenant de Syrie.

Contre la résurgence d'armes chimiques

Au cours des années à venir, l'OIAC sera confrontée à des défis considérables. En effet, avec la destruction des stocks d'armes chimiques mondiaux, un débat s'imposera bientôt sur l'orientation de l'Organisation. La Suisse défend le point de vue qu'une résurgence d'armes chimiques doit être empêchée avant tout. Dans ce contexte, l'adaptation constante de la Convention sur les armes chimiques aux progrès scientifiques et techniques est aussi d'une importance capitale, afin de pouvoir maintenir l'efficacité de cette Convention à long terme aussi.

Le Laboratoire de Spiez est particulièrement actif à ce niveau: depuis l'automne 2014, il organise une série de conférences internationales sous le titre «Spiez Convergence», qui traite de l'interdisciplinarité grandissante de la chimie et de la biologie. Cette manifestation offre aux experts issus de la recherche, de l'industrie et de la politique la possibilité de discuter des conséquences des progrès scientifiques sur les traités internationaux de désarmement.

Malgré des revers internationaux (Syrie, Corée du Nord, Irak, Iran), la Suisse poursuit une politique pragmatique en matière de contrôle de l'armement, qui associe le plus grand nombre possible d'États et d'acteurs non étatiques, et qui doit être mise en œuvre avec des projets réalistes. Le Laboratoire de Spiez, rattaché à l'Office fédéral de la protection de la population (OFPP), contribue dans une large mesure à ce que l'action de notre pays dans ce domaine repose sur une base scientifique et technique solide, et que le travail dans les organes politiques soit soutenu par des faits concrets.

Andreas Bucher

Responsable Stratégie et communication,
Laboratoire de Spiez, OFPP

Sur mandat du Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE)

Mission Côte d'Ivoire

En 2006, une affaire de déchets toxiques était révélée dans les médias du monde entier: 500 tonnes de substances dangereuses en provenance d'Europe avaient été éliminées illégalement en Côte d'Ivoire. Il était question de personnes ayant subi des atteintes à la santé, voire de victimes. Une décennie plus tard, des spécialistes, dont trois collaborateurs du Laboratoire de Spiez (LS), ont été envoyés sur les lieux à la demande des responsables du Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE) pour y prélever des échantillons.

Au printemps de l'année 2006, le cargo «Probo Koala» battant pavillon panaméen a été chargé de coke de pétrole, un produit de distillation à haute teneur en soufre et métaux. L'apport d'hydroxyde de sodium a permis de libérer ce résidu solide de ces grandes quantités de soufre et de métaux et de le transformer ainsi en essence brute. Contrairement à la pratique usuelle qui aurait voulu

En juillet 2006, le navire Probo Koala a essayé en vain de décharger les déchets toxiques dans le port d'Amsterdam.

qu'une telle opération se déroule dans une installation pétrochimique, ce processus de traitement a eu lieu directement à bord du navire, finissant par dégager des rebuts aussi nocifs que la soude caustique, le sulfure de sodium,

qui se désagrège au fil du temps en un gaz toxique et nauséabond appelé sulfure d'hydrogène, les phénols, différents hydrocarbures et métaux lourds.

En juillet 2006, le Probo Koala tentait de décharger ces déchets dans le port d'Amsterdam. La moitié en avait déjà été déchargée quand les autorités portuaires ont ordonné l'interruption des opérations. Les odeurs intenses avaient en effet interpellé le voisinage et contraint la police d'intervenir. Les déchets délétères ont alors été réembarqués et transportés à bord du Probo Koala dans une odyssée où, après plusieurs tentatives infructueuses, le navire s'est finalement débarrassé de cette cargaison indésirable le 19 août au port d'Abidjan.

De nombreuses intoxications

Des sous-traitants ivoiriens auraient par la suite pris en charge les 500 tonnes de déchets toxiques pour les déposer dans les trois semaines en divers endroits de l'ensemble du territoire de la capitale ivoirienne dont des zones d'habitation: sur des décharges, des terrains industriels ou simplement le long de routes et de canalisations. Les conséquences pour l'environnement étaient imprévisibles. Par la pollution du sol, de la nappe phréatique et de la lagune d'Abidjan, les produits se sont également accumulés dans la chaîne alimentaire jusqu'à entraîner des intoxications. En 2008, le gouvernement ivoirien comptait déjà 17 morts et 30 000 personnes ayant besoin de soins médicaux.

Le scandale des déchets toxiques a provoqué des remous à l'échelle mondiale, notamment parce que la situation en Afrique de l'Ouest a été exploitée et, par conséquent, la Convention de Bâle sur le contrôle des mouvements transfrontières de déchets dangereux et de leur élimination, violée. Les événements ont eu et continuent d'avoir des effets juridiques aux Pays-Bas et en Côte d'Ivoire: des personnes impliquées mises en ar-



Le pétrolier «Probo Koala», à bord duquel la cargaison toxique a été acheminée vers la Côte d'Ivoire, dans le port d'Abidjan.



Prélèvement d'échantillons de sol à différentes profondeurs sur un des sites assainis à Abidjan.

restation et des victimes et l'État ivoirien indemnisés par la société exploitante.

En dépit de l'assainissement des sites pollués, du traitement des déchets sur place et de l'acheminement du matériel vers l'Europe par une entreprise spécialisée, quelques habitants de la capitale se sentaient encore malades dix ans après les faits à cause des résidus. C'est ce qui a amené le gouvernement ivoirien à solliciter une enquête indépendante dans le cadre du PNUE. Vu sa longue expérience des échantillons environnementaux, c'est le Laboratoire de Spiez qui a été chargé par les responsables du PNUE de réaliser cette analyse avec des spécialistes de ce programme et d'en coordonner les travaux.

Préparatifs du Laboratoire de Spiez

Les questions posées à propos de la cargaison toxique du Probo Koala sous l'angle de l'analyse du milieu étaient complexes: les déchets pouvaient-ils encore être détectés dix ans après la mise en décharge et plusieurs années après l'assainissement? Le cas échéant, sous quelle forme serait-il possible d'identifier et de délimiter les substances concernées par rapport à d'autres contaminations? De vastes préparatifs ont dû être effectués.

Le mandat confié au LS consistait par exemple à essayer de reconstituer la composition de ces déchets afin de pouvoir apprécier les matières recherchées. Parmi l'éventail des substances possibles, les principales ont été sélectionnées. Ensuite, il s'agissait d'engager à l'échelon mondial des mandataires pour l'analyse de l'environnement. Ces partenaires étaient chargés de déterminer les soufres, les HPT (hydrocarbures pétroliers totaux provenant de l'industrie pétrolière), les hydrocarbures polycycliques aromatiques (HPA), les composés BTEX (paramètres totaux du benzène, du toluène, de l'éthylbenzène et du xylène) et les métaux. L'analyse de ces derniers incombait au groupe Analytique de l'environnement du Laboratoire de Spiez.

Par la pollution du sol, de la nappe phréatique et de la lagune d'Abidjan, les produits toxiques se sont également accumulés dans la chaîne alimentaire jusqu'à entraîner des intoxications.

La reconnaissance des emplacements de mise en décharge s'est faite sous forme de missions préliminaires et à l'aide d'images satellitaires. Les informations ainsi



Des échantillons ont été prélevés non seulement dans le sol mais également dans l'air.

obtenues ont permis de connaître les matières à examiner, en premier lieu les échantillons de sol, d'eau et d'air, auxquels il fallait ajouter des denrées alimentaires de même que des coquilles et des sédiments de la lagune d'Abidjan.

Les constatations du Centre ivoirien antipollution (CIAPO) se sont révélées particulièrement utiles. Disposant de connaissances détaillées de l'emplacement et du contexte des déchets éparpillés, ses experts ont ainsi été en mesure de fournir des informations précieuses au sujet de chacun des dépôts.

Coopération avec l'ONU et les autorités

Le 2 juillet 2016, une équipe composée de trois collaborateurs du LS s'est envolée pour Abidjan. Sa prise de contact avec les spécialistes du PNUE à son arrivée dans la capitale ivoirienne a été suivie d'une rencontre avec le CIAPOL et d'une autre avec le Ministère de l'Environnement de la Côte d'Ivoire. La mission devait en effet se dérouler en accord avec le gouvernement local et avec le soutien de celui-ci.

Une base d'opérations servant à préparer les prélèvements quotidiens, à stocker les échantillons, à mettre à disposition des récipients et à garantir leur traçabilité par un codage, un géoréférencement et un étiquetage appropriés a été aménagée au quartier général (QG) du PNUE d'Abidjan. Chaque matin, les spécialistes du PNUE, du LS et du CIAPOL se réunissaient au QG.

Dans un convoi et sous escorte policière, l'équipe multidisciplinaire se rendait donc sur les places contaminées afin d'y établir la quantité, la position et la nature précises des échantillons à prélever, toujours avec la collaboration des experts du CIAPOL, capables de fournir des indications exactes concernant les lieux et le type d'épandage

des déchets. En outre, le CIAPOL, qui détient des pouvoirs policiers et peut communiquer avec les habitants des environs, nous a permis d'accéder à des installations d'eau potable, puits privés et terrains d'entreprises.

Deux ou trois sites par jour

Les échantillons ont été entreposés dans des récipients afin de les protéger contre toute altération jusqu'à leur arrivée au laboratoire. Les travaux de reconnaissance, de codage et de consignation accomplis au préalable par le LS ont considérablement facilité les opérations sur le terrain.

Ainsi, deux ou trois sites ont fait quotidiennement l'objet d'échantillonnages sur tout le territoire de la capitale: dans la zone industrielle, le long des routes et canalisations, sur une décharge, dans la forêt municipale, dans des quartiers pauvres habités et dans la lagune d'Abidjan. De plus, le groupe de spécialistes a procédé à des prélèvements dans deux emplacements qui n'étaient pas entrés en contact avec les déchets du Probo Koala en vue de constater la concentration de fond.

Ces activités ont suscité un vif intérêt au sein de la population locale: lors de leur ultime inspection d'un site, les spécialistes ont reçu la visite du Ministre ivoirien de l'environnement et d'une équipe de TV. De même, des représentants d'Amnesty International ont rendu visite à la mission et participé en spectateurs aux travaux sur le terrain.

Suivi à Spiez

À peine deux semaines après l'arrivée des spécialistes du LS, tous les dépôts prévus étaient inspectés avec succès. Les échantillons ont été acheminés par coursier vers les laboratoires désignés à l'avance. Après les derniers travaux de consignation, l'équipe du LS a quitté la Côte d'Ivoire.

Les analyses étendues se sont poursuivies à Spiez. Au cours des mois suivants, les données provenant des différents laboratoires y ont été regroupées puis récapitulées et interprétées par site et milieu.

Ces informations servent de base au rapport final que le PNUE a publié le 30 janvier 2018. Selon l'étude sur laquelle ce rapport se fonde, aucun des sites où des déchets toxiques issus du Probo Koala avaient été déposés ne présente une contamination supérieure aux seuils fixés par le gouvernement de la Côte d'Ivoire et ne nécessite dès lors une intervention complémentaire, même au regard de normes internationales.

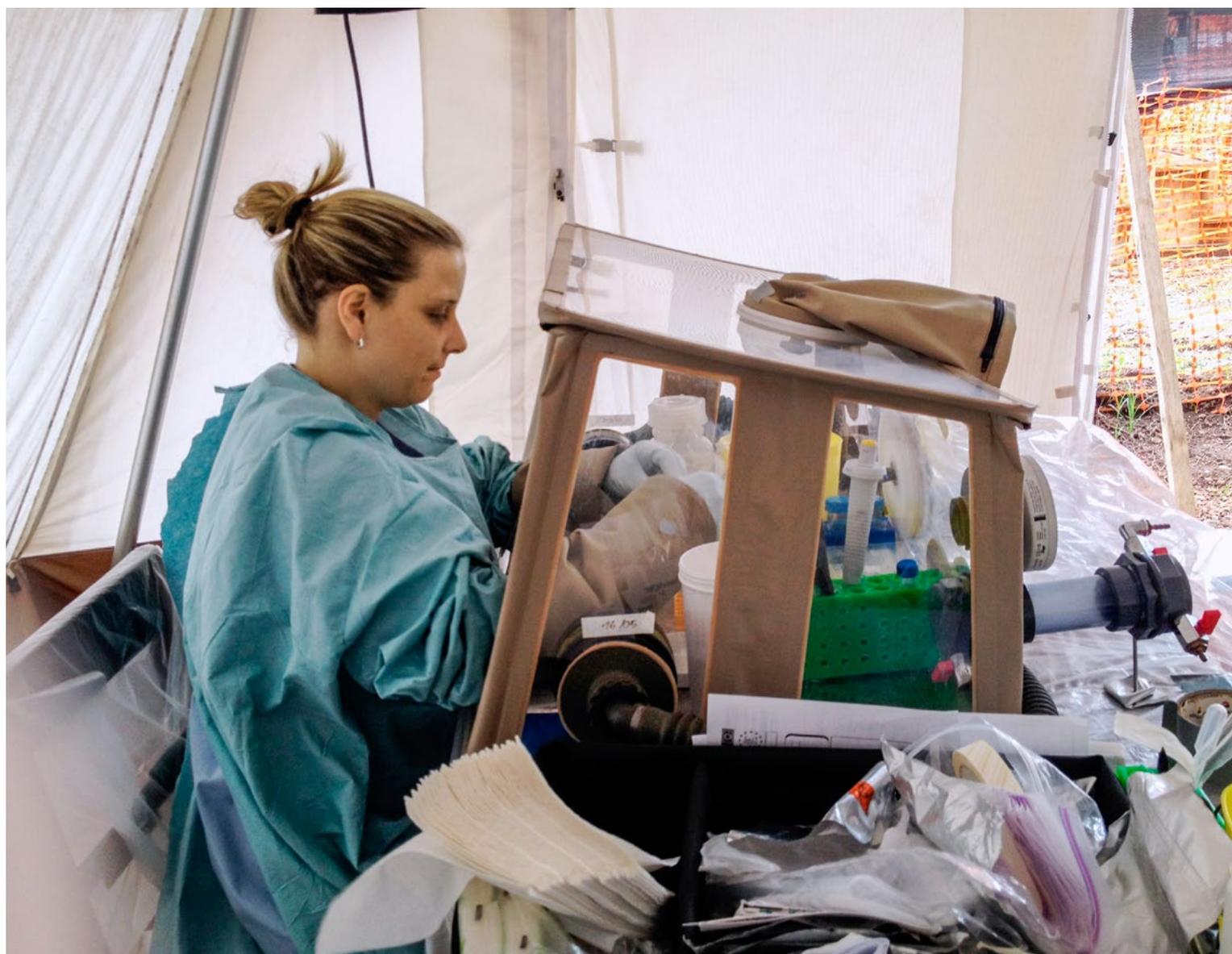
Marc Stauffer

Chef du groupe Radiochimie / Analyse inorganique, Laboratoire de Spiez, OFPP

En mission pour l'Organisation mondiale de la santé (OMS)

Diagnostic du virus Ebola en Afrique de l'Ouest

En 2014 et 2015, une épidémie due à Ebola, la plus grave depuis l'identification du virus, a sévi en Afrique de l'Ouest, faisant plus de 11 300 victimes. Des équipes scientifiques européennes ont renforcé les ressources du laboratoire sur place et étudié les cas présumés afin que les personnes infectées puissent être isolées à temps. Le Laboratoire de Spiez était de la partie en Guinée, avec l'une de ses collaboratrices engagée sur le terrain.



Les membres du laboratoire mobile plaçaient les échantillons des patients un par un dans la boîte à gants pour les inactiver chimiquement.



Le virus Ebola s'est propagé très rapidement, décimant des familles entières. Il était généralement transmis d'abord par des malades aux personnes qui les soignaient ou étaient en contact physique avec eux ou par des personnes qui avaient assisté aux funérailles.

Le premier cas de fièvre Ebola est apparu fin 2013 en Guinée, en Afrique de l'Ouest. Le 2 décembre 2013, un enfant de deux ans vivant dans le district de Guéckédou s'était plaint de crampes abdominales et avait développé une maladie caractérisée par de la fièvre, du sang dans les selles et des vomissements. Il était décédé quatre jours plus tard. La maladie s'est propagée très rapidement. Des personnes qui avaient soigné les malades et été en contact avec eux ou avaient assisté aux funérailles ont ensuite transmis le virus à des proches et dans les régions voisines. Au bout de douze semaines, des flambées étaient déjà signalées sur une zone de plusieurs dizaines de milliers de kilomètres carrés.

Un diagnostic fiable de la maladie était l'une des conditions nécessaires pour pouvoir prendre des mesures efficaces afin de contenir l'épidémie.

Les médecins ont identifié la maladie assez tardivement. Certains ont d'abord suspecté la fièvre de Lassa – une infection virale assez fréquente. Le 10 mars 2014 seulement, les services de santé régionaux ont alerté le Ministère de la santé de la Guinée au sujet de cette maladie mystérieuse, qui se manifestait par de la fièvre, des vomissements et des diarrhées, et dont le taux de mortalité était élevé. Le 19 mars 2014, le gouvernement annonçait enfin l'apparition de cas multiples d'infections dues au virus Ebola.

Aide internationale

Peu après, le Réseau mondial d'alerte et d'action en cas d'épidémie (GOARN) demandait l'aide sur le terrain d'EMLab, le laboratoire mobile européen. Le projet

EMLab était doté de trois unités de laboratoire mobiles, à Munich, en Tanzanie et au Nigeria, prêtes à être engagées immédiatement. Celles-ci englobent des appareils d'analyse et du matériel emballés dans quinze conteneurs facilement transportables par avion commercial. Ces laboratoires mobiles de diagnostic recourent à différentes méthodes pour détecter des micro-organismes hautement pathogènes. Composé de spécialistes européens des maladies infectieuses dangereuses, l'EMLab opère en collaboration avec les autorités sanitaires locales, l'OMS et l'organisation humanitaire internationale Médecins sans frontières. Ses activités sont financées par l'UE et coordonnées par le Bernhard-Nocht-Institut für Tropenmedizin de Hambourg.

Après une phase de préparation de trois jours seulement, les premiers scientifiques affectés au projet EMLab se sont rendus à Guéckédou, une ville au sud de la Guinée, le 26 mars 2014. L'organisation Médecins sans frontières y avait déjà mis en place un dispensaire pour examiner et traiter les patients infectés par le virus Ebola. L'équipe d'EMLab a pu tirer parti de cette infrastructure, installer son laboratoire sous une tente et commencer rapidement à analyser des échantillons de patients.

Un diagnostic fiable de la maladie était l'une des conditions nécessaires pour pouvoir prendre des mesures efficaces afin de contenir l'épidémie: la mise en évidence du virus Ebola déterminait le maintien du patient en isolement et servait à retracer les voies de transmission.

Le Laboratoire de Spiez en Guinée

Une collaboratrice du groupe Virologie du Laboratoire de Spiez faisait partie de la troisième équipe EMLab envoyée en Guinée en mai 2014. Ses cinq membres, venus d'Allemagne, d'Italie, de Slovaquie et de Suisse, sont partis de Munich, avec escale à Paris, à destination de la capitale de la Guinée, Conakry. Ils ont été accueillis sur place par l'OMS et préalablement informés sur les aspects liés à la sécurité. Ils sont ensuite montés à bord d'un petit avion afin de se rendre dans la région de la Guinée forestière, à l'épicentre de l'épidémie.

L'équipe a pris ses quartiers dans l'unique hôtel de Guéckédou, où logeait également toute la délégation de l'OMS (personnel de laboratoire, épidémiologistes, médecins, logisticiens). Chaque matin, des véhicules de l'OMS transportaient ces cinq personnes sur les routes cahoteuses de la petite ville jusqu'au dispensaire de Médecins sans frontières, situé à dix minutes de l'hôtel. Là, le personnel médical effectuait, dans des conditions de sécurité très strictes, des prises de sang sur des nouveaux patients ou – à des fins de suivi – sur des patients déjà admis.

Programme quotidien très rigide

Le travail au laboratoire débutait à huit heures du matin. Les échantillons étaient emballés de manière sécurisée en

unité isolée et transportés au laboratoire. Dans ce dernier, les données des patients étaient d'abord vérifiées puis les échantillons étaient munis d'un numéro et enregistrés dans une banque de données. Les collaborateurs du laboratoire mobile introduisaient les échantillons un à un dans une boîte à gants («glove box»), une enceinte de sécurité spéciale où une pression négative est maintenue par un système de soufflage. Dans cet environnement sécurisé, ils pouvaient inactiver chimiquement les échantillons. L'équipe effectuait également un test diagnostique rapide du paludisme dans la boîte à gants. Ces travaux prenaient beaucoup de temps et étaient physiquement astreignants car les échantillons devaient être traités un par un. Les jours où les patients étaient particulièrement nombreux, il fallait examiner jusqu'à 15 échantillons aux premières heures de la journée.

À l'extérieur de la boîte à gants, l'équipe isolait au moyen d'un kit d'analyse disponible dans le commerce l'acide ribonucléique (ARN) du virus à partir de l'échantillon inactivé. Grâce à une méthode utilisée en biologie moléculaire, à savoir la réaction de polymérisation en chaîne, l'ARN des virus Ebola pouvait être mis en évidence. L'EMLab interprétait les résultats d'analyse et les transmettait au personnel médical.

En fin d'après-midi, l'équipe poursuivait l'analyse d'échantillons, parfois jusque tard le soir. Travailler avec des groupes électrogènes marchant à plein régime pour fournir le courant supplémentaire nécessaire à la nuit tombée relevait aussi par moments du défi.

L'équipe était souvent pressée par le temps, par exemple dans les cas – enfants, femmes enceintes ou patients dans un état critique – où les médecins avaient rapidement besoin des résultats. L'EMLab recevait parfois des échantillons de l'équipe de la Croix-Rouge chargée de veiller à l'application des consignes de sécurité lors des inhumations. Quand la cause du décès était incertaine, le personnel de la Croix-Rouge effectuait un prélèvement par frottis de la muqueuse buccale du défunt et l'envoyait pour analyse au laboratoire mobile. Quatre heures de travail étaient nécessaires à partir de la réception des échantillons jusqu'à l'obtention des résultats d'analyse. Ces derniers étaient très importants pour le personnel médical de Médecins sans frontières, car, selon les cas, des mesures différentes devaient être prises très rapidement.

Mission de quatre semaines

La mission de quatre semaines de l'équipe EMLab a été marquée par le sort d'une fillette de neuf ans. L'enfant a courageusement lutté contre la maladie pendant trois semaines. La veille du départ de l'équipe, la petite fille, qui n'avait plus ni fièvre ni symptômes depuis près d'une semaine, était testée négative au virus Ebola pour la troisième fois, à la grande joie de tous les intervenants. La mère, seul autre membre de la famille à avoir survécu, a

pu enfin serrer à nouveau sa fille dans ses bras. Cette période d'engagement a ainsi pu se terminer sur une note positive.

La date du départ avait été fixée dès le début, car les équipes se relayaient toutes les quatre semaines. La relève du personnel et le réapprovisionnement en matériel représentaient certes un défi logistique mais étaient indispensables pour lutter contre l'épidémie. L'EMLab a poursuivi sa mission en Guinée et en Sierra Leone, et a également été déployé pendant une certaine durée au Nigeria et au Liberia.

La date du départ avait été fixée dès le début, car les équipes se relayaient toutes les quatre semaines.

L'OMS a déclaré la fin de l'épidémie en mars 2016. Une épidémie qui avait tué à ce jour plus de 11 300 personnes pour 28 600 cas recensés. En 2017, de nouveaux cas ont été signalés en Guinée, en Sierra Leone et au Liberia mais ils ont pu être détectés et traités rapidement.

Marc Strasser

Chef de la Section Biologie, Laboratoire de Spiez, OFPP

Ebola

L'homme peut contracter le virus Ebola au contact d'un animal infecté ou par contact physique direct avec des personnes atteintes de la fièvre hémorragique d'Ebola ou décédées des suites de la maladie. Une transmission par voie indirecte – par le sang ou d'autres fluides corporels – est également possible.

Même s'ils ne sont infectieux que pendant un bref laps de temps à l'extérieur du corps humain, les virus Ebola peuvent également être transmis après contact avec des objets contaminés. Une personne infectée n'est contagieuse qu'à partir du moment où elle présente les symptômes (fièvre, vomissements et diarrhée). La durée d'incubation est de 2 à 21 jours.

Sur les cinq types de virus à Ebola, trois ont été à l'origine d'épidémies chez l'homme (Zaire, Soudan, Bundibugyo). La flambée observée en Afrique de l'Ouest a été imputée à l'espèce Zaire, dont le taux de létalité varie entre 60 et 90%.

«care&peer practice»

La nouvelle organisation de formation à l'aide psychologique d'urgence

Lors de la gestion d'événements et de situations d'urgence potentiellement traumatisants, une assistance psychologique aux victimes, intervenants et secouristes par des personnes compétentes revêt une importance capitale. Pour se préparer à cette tâche, les care teams et groupes de pairs doivent suivre une formation en psychologie d'urgence.

Des accidents, actes de violence ou catastrophes peuvent engendrer chez les personnes directement touchées, les intervenants et secouristes des réactions psychiques et des états de stress émotionnel extrêmes, pouvant ainsi influencer sur leur capacité d'agir et leur rendement et s'avérer éprouvants.

24 heures sur 24

Les organisations de première intervention qui ont besoin de soutien pour maîtriser des événements extraordinaires peuvent recourir 24 heures sur 24 à des membres de care teams et de groupes de pairs cantonaux. Ceux-ci assistent et accompagnent les personnes concernées durant la phase aiguë d'un événement sous forme d'une aide psychologique d'urgence: leur intervention sert à gérer au mieux un événement traumatisant et à prévenir ainsi des séquelles chez ceux qui l'ont vécu.

Afin de garantir une action et un soutien professionnels lors de situations d'urgence et d'événements éprouvants sur les plans psychique et émotionnel, une formation de base et continue pour care givers et pairs est proposée depuis bientôt deux décennies. «Dès leur lancement, j'ai pu participer aux cours Care organisés par l'Office fédéral de la protection de la population et j'en garde un très bon souvenir. J'ai aussi pu maintenir des contacts noués durant cette période. À mon avis, ce réseau relationnel

représente la principale valeur ajoutée d'une offre de cours nationale», explique Jürg Mayer, membre de la direction du Care Team Grischun.

Continuité sous nouvelle conduite

Début 2017, la responsabilité en matière de formation care à l'échelon fédéral a passé de l'Office fédéral de la protection de la population (OFPP) au Service sanitaire coordonné (SSC). Pour Andreas Stettbacher, mandataire SSC, l'aide psychologique d'urgence constitue un élément important de la maîtrise d'un événement. Avec la collaboration de l'association notfallpsychologie.ch et de la Fondation CareLink et le soutien de l'OFPP, le format des cours a été revu, si bien que ceux-ci sont aujourd'hui proposés sous le titre «care&peer practice».

Le passage de témoin s'est déroulé dans des conditions idéales: Hans Gonseth, chargé de la formation Care à l'OFPP jusqu'en 2016, continue de mener la barque dans le cadre de «care&peer practice». Jürg Mayer, responsable administratif de l'organisation care auprès de l'office de la sécurité militaire et civile du canton des Grisons, confirme: «Du fait que la formation à l'aide psychologique d'urgence se poursuit au sein de care&peer practice avec les mêmes animateurs de cours et un concept inchangé, le Care-Team Grischun bénéficie d'une précieuse continuité.» Par conséquent, il n'a pas besoin de nouvelles offres de cours: «L'office grison apprécie le niveau de compétences élevé en matière didactique et c'est en toute confiance qu'il envoie les membres de son équipe d'intervention psychologique au Centre fédéral d'instruction de Schwarzenburg. Jusqu'à présent, leur présence s'est toujours révélée profitable.»

Échange d'expériences

Hans Gonseth aime particulièrement les groupes de participants hétérogènes: «Le cours d'introduction par exemple sert non seulement à traiter le thème principal – gestion du stress – mais également à obtenir une vue d'ensemble de l'aide psychologique d'urgence. La présence simultanée de pairs et de care givers incite ceux-ci à échanger leurs expériences et à découvrir mutuellement les domaines d'activité des uns et des autres.»

En abordant un cours, le formateur se pose certaines questions: quel est le bénéfice que les participants en ti-

Care givers et pairs

Un care giver est un secouriste non professionnel formé à l'aide psychologique d'urgence qui, dans le cadre d'une organisation, apporte un soutien émotionnel et pratique aux victimes d'événements potentiellement traumatisants, de même qu'à leurs proches, aux témoins oculaires et aux personnes ayant spontanément prêté main-forte et qui les aiguille au besoin vers des interlocuteurs professionnels.

Un pair est un membre d'une organisation d'intervention ou de certains groupes professionnels formé à l'aide psychologique d'urgence. Son rôle consiste à informer ses collègues sur les conséquences possibles d'événements potentiellement traumatisants et à leur montrer des techniques de gestion du stress. Au cours d'un événement et dans les jours et semaines qui suivent, un pair apporte sa contribution pour préserver ou rétablir la capacité d'intervention de ses collègues.



Les cours incluent des séquences «jeux de rôles» enregistrées par vidéo.

reront? Pourront-ils surmonter leur appréhension face aux jeux de rôles? Sont-ils prêts à s'analyser eux-mêmes? L'analyse de soi-même précisément est une composante essentielle et durable de chaque cours. Au début, les jeux de rôles, enregistrés par vidéo puis passés en revue en plénière, en déconcertent plus d'un. L'expérience montre cependant que l'embarras initial fait rapidement place à un sentiment positif pouvant même se traduire par un enthousiasme secret.

Autoréflexion et feed-back

Partant d'une réflexion sur eux-mêmes, en faisant part de leurs réactions et en abordant de front des thèmes tels que la gestion du stress, la mort et la distanciation, les participants acquerront une meilleure connaissance de soi-même. Alors que les novices pourront ainsi être au clair au sujet de leur aptitude à œuvrer comme care giver ou pair, les expérimentés tireront profit de cet approfondissement thématique lors de leurs futures interventions et gagneront en confiance et en assurance quant à l'utilisation de leurs propres capacités et ressources. L'analyse poussée de ces domaines à l'aide d'exemples pratiques leur permettra de disposer d'un bon bagage pour traiter des personnes qui ont été confrontées avec un événement pouvant constituer une charge émotionnelle pesante. Souvent, les participants finissent par former un groupe très soudé. Hans Gonseth: «Je tiens à ce que chacun ait l'occasion de relater ses propres expériences et de parta-

ger son vécu personnel. Les participants conviennent de garder ces révélations pour eux, raison pour laquelle ces échanges leur sont strictement réservés.»

Stefan Trachsel

Responsable administratif du SSC

Pascal Aebischer

Rédacteur responsable de la revue
«Protection de la population», OFPP

Programme de formation 2018

La formation Care & Peer se déroule sous la conduite de psychologues d'urgence ayant accompli une formation spécialisée, avec la collaboration d'animateurs de cours expérimentés de l'OFPP. Les cours ont lieu soit au Centre fédéral d'instruction de Schwarzenburg (CFIS), soit dans les locaux de l'organisation de care givers concernée. Leur gestion est assurée par la Fondation CareLink.

Durant l'année transitoire, l'offre de cours était centrée sur la formation de base englobant le cours d'initiation à l'aide psychologique d'urgence et le cours technique «Care-Givers und Peers – Einzelbetreuung». En 2018, l'accent sera mis sur les cours de perfectionnement. De plus, des exercices pratiques seront désormais proposés pour les care teams en coopération avec la dite Fondation.

Pour en savoir plus sur l'offre de cours 2018: www.careandpeer.ch

Cours PPP à Schwarzenburg

Contribution de l'OTAN à la planification d'urgence civile

Un cours international sur la gestion moderne des crises et des risques a eu lieu début octobre 2017 au Centre fédéral d'instruction de Schwarzenburg (CFIS). Cette formation s'inscrit dans le cadre du Partenariat pour la paix (PPP) dont fait partie l'Office fédéral de la protection de la population (OFPP).

Une vingtaine d'experts en protection contre les catastrophes venant des États membres de l'OTAN et de Suisse ont participé début octobre 2017 à un cours d'une semaine intitulé «Crisis and Risk Management: Responding to the 21st Century Crisis». La formation était organisée en collaboration avec la Mission suisse auprès de l'OTAN à Bruxelles, le Centre de politique de sécurité de Genève et avec le soutien du domaine Politique de sécurité du Secrétariat général du DDPS. Elle a pour objectif d'améliorer la résilience (capacité de résistance) des États.

Encourager la mise en place de normes

Vu le rôle central que joue la résilience pour la protection de la population, l'OTAN a développé en 2016 des lignes directrices pour encourager la création de normes minimales. Ces directives, dont l'application relève des États, sont axées sur les domaines suivants:

- continuité auprès des autorités et des fournisseurs de services publics essentiels;
- capacité de résistance de l'approvisionnement énergétique;
- capacité de résistance de l'approvisionnement en denrées alimentaires et en eau;
- capacité de résistance des systèmes de communication civils;

- charges compatibles des systèmes de transport;
- aptitude à gérer efficacement les déplacements de personnes;
- aptitude à gérer un grand nombre de victimes.

Partout dans le monde, les moyens et les méthodes servant à la gestion des crises ont profondément changé au cours des dernières années et décennies, notamment en raison des développements techniques dans le domaine des moyens de communication et de leurs infrastructures ou de la privatisation des biens publics dans les domaines des transports et des infrastructures critiques.

Faire face aux risques actuels

Le cours destiné à un public international, qui avait déjà eu lieu en 2016, fait partie des travaux de l'OTAN en matière de planification d'urgence civile dans le cadre du programme de coopération PPP. L'objectif est de faire face aux risques actuels: changement climatique, situations d'urgence comme les pandémies, risques liés à la numérisation des sociétés ou encore risques liés à l'interconnexion et aux dépendances de systèmes (cyberattaques).

Le domaine Relations internationales de la Défense et l'OFPP collaborent activement dans le cadre du PPP, auquel la Suisse appartient depuis 1996. D'autres organes tels que l'Office fédéral pour l'approvisionnement économique du pays (OFAE) apportent également leur concours. L'OFPP s'engage en entretenant les partenariats et en saisissant les opportunités en matière d'innovations et de développements.

Prochain cours en novembre 2018

Le prochain cours aura lieu du 4 au 9 novembre 2018 à Schwarzenburg. Les participants doivent pouvoir justifier de plusieurs années d'expérience dans la gestion d'événements à l'échelon cantonal ou national et maîtriser l'anglais. Les inscriptions provenant des cantons ou de l'administration fédérale sont les bienvenues. Les personnes intéressées peuvent s'adresser à M. Roland Bollin, chef d'état-major OFPP: roland.bollin@babs.admin.ch.

R. Bollin, OFPP



Les participants au cours «Crisis and Risk Management: Responding to the 21st Century Crisis» organisé à Schwarzenburg.

Conseil fédéral

Améliorer la protection des infrastructures d'importance stratégique

Le Conseil fédéral souhaite continuer d'améliorer la disponibilité de biens et services importants. C'est pourquoi il a approuvé la stratégie nationale de protection des infrastructures critiques 2018–2022 lors de sa séance du 8 décembre 2017. Cette stratégie vise à empêcher que des pannes de grande ampleur affectent Internet, les transports ou l'approvisionnement en électricité.

La nouvelle stratégie définit 17 mesures spécifiques avec lesquelles le Conseil fédéral entend assurer la sécurité d'approvisionnement de la Suisse et y apporter des améliorations dans des domaines fondamentaux. Le gouvernement a chargé les différents organes de surveillance et de régulation d'examiner, dans tous les secteurs des infrastructures critiques, s'il existe des risques importants de graves ruptures d'approvisionnement. Le cas échéant, des mesures devront être élaborées afin d'améliorer la sécurité.

Planifications d'intervention pour les ouvrages stratégiques

Le Conseil fédéral a également chargé le DDPS et l'Office fédéral de la protection de la population en particulier d'établir une liste des ouvrages revêtant une importance

stratégique pour la Suisse. Il s'agit notamment de nœuds de réseaux de télécommunication et d'approvisionnement en électricité ainsi que de centres de distribution de denrées alimentaires. En cas de catastrophe ou de situation d'urgence, les exploitants de ces infrastructures doivent aussi recevoir le meilleur soutien possible de la part de leurs partenaires au sein de la protection de la population et de l'armée. À cette fin, des planifications d'intervention préventives devront être élaborées afin de protéger les ouvrages en question.

En juin 2012, le Conseil fédéral avait déjà approuvé une première stratégie nationale de protection des infrastructures critiques. La nouvelle stratégie permettra d'intégrer les travaux dans un processus continu disposant d'une assise juridique tout en conservant l'orientation stratégique actuelle.

Conseil fédéral

Les avis d'intempéries ne seront pas uniformisés

Les différents prestataires météo continueront d'émettre leurs propres avis d'intempéries. Le Conseil fédéral estime en effet que les conditions d'une harmonisation ne sont pas réunies pour l'instant. Il a approuvé un rapport à ce sujet lors de sa séance du 22 novembre 2017.

Les services fédéraux responsables de la gestion des dangers naturels ont uniformisé leur pratique en matière d'émissions d'avis d'intempéries et coordonnent leurs activités en cas d'événement; mais il n'existe pas de standards contraignants pour les diffusions d'avis d'intempéries de prestataires privés comme SRF Meteo, Meteo-group Suisse SA ou MeteoNews SA. Actuellement, il y a des différences aussi bien entre avis fédéraux et privés qu'entre les avis des divers prestataires privés. L'origine de ces différences se situe soit au niveau des estimations météorologiques, soit au niveau de la préparation et de la communication des avis d'intempéries.

Le postulat Vogler (14.3694) charge le Conseil fédéral d'étudier s'il est possible d'uniformiser les avis de la

Confédération et des prestataires météorologiques privés, et comment. Le Conseil fédéral estime qu'il serait disproportionné d'édicter une réglementation sur l'uniformisation des avis d'intempéries, car cela porterait atteinte à la liberté d'entreprise et des médias. En outre, en cas de danger majeur, la Confédération peut déjà aviser l'ensemble de la population au moyen d'avis d'intempéries dont la diffusion est obligatoire. En règle générale, les autorités cantonales et communales consultent les avis fédéraux.

Il n'a pas été possible d'aboutir à un accord sur un standard commun, mais le dialogue avec les prestataires privés se poursuit.

Systèmes d'alarme et de télécommunication

Le Conseil fédéral trace la voie

Le 1^{er} décembre 2017, le Conseil fédéral a pris connaissance du Rapport sur l'avenir des systèmes d'alarme et de télécommunication pour la protection de la population et s'est prononcé pour la poursuite du développement des systèmes nécessaires, donnant la priorité à la réalisation d'un réseau de données sécurisés.

Les autorités et les organisations de conduite et d'intervention dans le domaine de la protection de la population dépendent principalement de l'utilisation des réseaux de communication publics, dont la sécurité et la disponibilité ne sont cependant pas garanties dans toutes les situations. D'où des lacunes en matière de sécurité.

Face à cette situation, l'Office fédéral de la protection de la population (OFPP) a élaboré, en étroite collaboration avec les cantons et d'autres partenaires, un rapport détaillé sur l'avenir des systèmes d'alarme et de télécommunication. Il s'agit d'un véritable état des lieux concernant les systèmes de conduite et de communication utilisés par les autorités et les organisations responsables du sauvetage et de la sécurité (AOSS) et les systèmes d'alarme et d'information de la population en cas d'événement.

Réseau de données sécurisé

Il est prévu de créer un réseau national de données sécurisé pour augmenter la résilience des systèmes de télécommunication et d'échanges de données par large bande entre les autorités chargées de la sécurité, les organes de conduite et les exploitants d'infrastructures critiques, ainsi que pour améliorer la protection contre les cyberattaques. Concrètement, il s'agit de mettre en œuvre le réseau câblé de données sécurisé (RDS), le système d'accès aux données Polydata et le système de communication des données remplaçant le système obsolète VULPUS.

Le rapport constitue un véritable état des lieux concernant les systèmes de conduite et de communication utilisés par les autorités et les organisations responsables du sauvetage et de la sécurité (AOSS), de même que les systèmes d'alarme et d'information de la population en cas d'événement

Le Conseil fédéral a chargé l'OFPP de lui présenter d'ici la fin 2018 une base de décision pour le financement d'un tel projet de manière à ce que le RDS puisse être réalisé à partir de 2019.

Réseau national de suivi de la situation

En cas de catastrophe et d'urgence, les autorités compétentes et les organes de conduite doivent pouvoir prendre leurs décisions sur la base d'une image de la situation

aussi réaliste et complète que possible. A l'heure actuelle, les cantons, les offices fédéraux, les exploitants d'infrastructures critiques et d'autres services utilisent différents systèmes de conduite électroniques pour appréhender leur propre situation. Il serait judicieux que ces informations alimentent un système commun de suivi de la situation à l'échelle nationale afin que tous les utilisateurs disposent d'une vue d'ensemble consolidée.

Communication sans fil à large bande (CSFLB)

Les services d'intervention d'urgence ont aujourd'hui couramment recours aux téléphones et ordinateurs portables, voire aux tablettes. Autant les autorités que les organisations chargées de la protection de la population ont besoin de liaisons stables et sûres, disponibles notamment en cas de surcharge du réseau. De plus, les services commerciaux de communication à large bande ne couvrent pas l'ensemble de la Suisse. L'extension de la communication sans fil à large bande sur la base de l'infrastructure de téléphonie mobile existante pourrait garantir aux organisations d'intervention la sécurité requise pour la transmission de données mobiles. L'échange d'images et l'accès aux banques de données deviendraient alors possibles en toute situation pour des recherches de personnes ou pour obtenir des informations au moyen d'applications spécialisées.

Le Conseil fédéral ne s'est pas encore prononcé définitivement sur la réalisation d'un tel système de suivi de la situation et du projet CSFLB, voulant d'abord commander d'autres études sur les aspects techniques et conceptuels. À cet effet, l'OFPP coopérera intensément avec les organes fédéraux concernés et les cantons tout au long de l'année.

Transmission d'alarme et information via Alertswiss

Le projet «Développement d'Alertswiss» est en phase de réalisation. Il porte sur Polyalert comme système central et sur l'application et le site web d'Alertswiss, qui sont mis à jour. Ainsi, les centrales d'engagement de la police et les organes cantonaux de conduite disposeront bientôt d'un système unique pour avertir et informer la population au moyen de différents canaux. Celle-ci recevra simultanément les consignes de comportement et les informations.

À l'heure actuelle, des tests poussés se déroulent encore avec les versions bêta des systèmes mis au point. En outre, la Centrale nationale d'alarme (CENAL) vient d'ef-



En cas de catastrophe et d'urgence, les autorités compétentes et les organes de conduite doivent pouvoir prendre leurs décisions sur la base d'une image de la situation aussi réaliste et complète que possible.

fectuer un essai pilote étendu avec la participation de pas moins de dix cantons. Les retours ont été positifs, voire très positifs et les enseignements tirés sont actuellement intégrés dans les travaux de projet en vue d'optimisations supplémentaires. Les systèmes seront encore introduits cette année à l'échelle nationale. Dès le mois de septembre, les nouvelles fonctionnalités devraient être disponibles pour la population.

Maintien de la valeur Polycom 2030

Pour garantir l'exploitation du système radio de sécurité Polycom au moins jusqu'en 2030, il est essentiel que des mesures soient prises pour en maintenir la valeur. En 2016 déjà, le Parlement avait approuvé un crédit d'ensemble de 159,6 millions de francs en faveur de ce projet informatique clé. De ce montant, l'OFPP affecte 94,2 millions

au développement, à l'acquisition et à l'exploitation de la nouvelle technologie requise. Le solde de 65,4 millions de francs est destiné à l'Administration fédérale des douanes (AFD) qui l'utilisera pour financer le remplacement des stations de base du Corps des gardes-frontière (Cgfr). La même année, une première somme de 72,4 millions de francs a été immédiatement dégagée, permettant entre-temps de franchir avec succès la première étape du projet. Conformément à la planification, les moyens nécessaires à la mise en œuvre de la seconde étape – à savoir 87,2 millions de francs au total – pourront être débloqués par le Conseil fédéral durant les semaines à venir.

Kurt Münger

Chef de la Section Communication, OFPP

Conseil fédéral

Exercice de conduite stratégique

Les 16 et 17 novembre 2017, la Chancellerie fédérale a exécuté un exercice de conduite stratégique (ECS 17) sur mandat du Conseil fédéral. L'exercice a porté sur une attaque terroriste contre la Suisse et a été mené en étroite collaboration avec le canton de Genève.

À l'occasion de cet exercice, le Conseil fédéral, ses états-majors et les organes de conduite des départements et des offices ont dû faire face aux conséquences d'une attaque terroriste complexe sur la Confédération, les cantons et les relations internationales. Le scénario de l'exercice prévoyait des attaques terroristes visant Genève et la centrale nucléaire de Mühleberg, ainsi qu'une prise d'otages dans le bâtiment de l'ONU à Genève. L'exercice visait essentiellement à vérifier le bon fonctionnement des organes de conduite, de la coopération interdépartementale, de l'information et de la communication.

Étroite collaboration avec le canton de Genève

L'étroite collaboration avec le canton de Genève, lors de la planification et de l'exécution de l'exercice, s'est révélée

particulièrement fructueuse car elle a permis de mettre à l'épreuve les interfaces entre la Confédération et le canton lors d'un événement de ce genre. On peut d'ores et déjà dire que les personnes engagées à Genève, dans les départements, dans les offices et à la Chancellerie fédérale ont travaillé avec ardeur et détermination.

L'exercice a eu lieu en conduite libre et a été suivi par des observateurs en différents lieux, à Genève et à Berne. La Chancellerie fédérale va analyser leurs observations et rédiger un rapport qu'elle présentera au Conseil fédéral d'ici au mois de juin 2018. En 2019, les enseignements tirés de l'ECS 17 seront réexaminés à l'occasion de l'exercice du Réseau national de sécurité (ERNS 19).

Tempêtes hivernales du début de l'année 2018

Beaucoup de bois au sol

La tempête hivernale Burglind (Eleanor), qui a balayé la Suisse les 3 et 4 janvier 2018, a provoqué des dégâts aux forêts dans tous les cantons, sauf au Tessin. Selon une enquête menée par l'Office fédéral de l'environnement (OFEV) auprès des cantons, la quantité de bois issu d'arbres renversés par la tempête se monte à près de 1,3 million de mètres cubes, ce qui représente le quart de la consommation annuelle.

Dans la plupart des cantons, la tempête Burglind n'a pas entraîné des dégâts étendus, mais des dégâts épars, en renversant de nombreux arbres isolés ou groupes d'arbres. Une enquête menée par l'OFEV auprès des cantons montre que la quantité de bois provenant d'arbres abattus par la tempête en Suisse est estimée à 1,3 million de mètres cubes. Les forêts du Plateau et du pied du Jura ont été les plus touchées, à savoir dans les cantons de Berne, de Lucerne, de Soleure, de Zurich et d'Argovie. Les cantons de Berne, de Lucerne et de Soleure ont par ailleurs subi d'importants dégâts étendus.

Les chiffres ne tiennent toutefois pas compte des arbres mis au sol par la dépression tempétueuse Evi, qui a sévi le 17 janvier 2018. À titre de comparaison,

en 1999, l'ouragan Lothar avait causé dix fois plus de dommages en forêt.

Respecter impérativement la signalisation

Les arbres abîmés par la tempête pouvant chuter ou se fendre également ultérieurement, il est primordial que les travaux de déblaiement soient réalisés par des personnes formées par des professionnels, afin que les mesures de précaution et de protection nécessaires soient prises. L'OFEV conseille à la population d'impérativement se conformer à la signalisation du service forestier local, de respecter les fermetures de chemins et surtout de renoncer aux promenades en forêt en cas de vent.

Le réseau mobile d'intervention Polycom

Baptême du feu réussi

À l'occasion du Forum économique mondial (WEF) 2018, le nouveau réseau mobile Polycom, qui offre un élargissement des capacités radio pour les équipes d'intervention, a fait ses preuves. Les utilisateurs ont apprécié la très bonne qualité de la transmission vocale et la stabilité des liaisons.

Responsable de la sécurité lors du WEF, la police cantonale des Grisons avait, en été 2017, demandé à l'Office fédéral de la protection de la population (OFPP) de pouvoir utiliser ce réseau dans le cadre de cette rencontre annuelle et ainsi étendre ses capacités radio existantes. Donnant suite à cette requête, l'OFPP a mis ses spécialistes à la disposition du centre de compétences radio de la police grisonne, qui a immédiatement entrepris les travaux de planification. Le scénario d'engagement exigeait plusieurs emplacements d'émetteurs reliés par des liaisons sécurisées par faisceaux hertziens ou à fibres optiques. Un défi particulier consistait à intégrer dans l'infrastructure de réseau Polycom actuelle du canton des Grisons les composants Tetrapol de la dernière génération, basés sur la technologie IP.

Essai préliminaire en vue du maintien de la valeur

Les travaux d'installation ont été exécutés main dans la main par la police cantonale, l'aide au commandement

de l'état-major de conduite du canton des Grisons et l'OFPP, avec le soutien du Corps des gardes-frontière. Le 12 janvier 2018, l'infrastructure était en place et le réseau, opérationnel. Bravant les vents violents et les fortes chutes de neige des jours précédant le WEF, le réseau mobile d'intervention Polycom (RMIP) a parfaitement fonctionné. Pour tous les participants, cette expérience peut être assimilée à un premier test dans le cadre des mesures prochaines de maintien de la valeur de l'infrastructure Polycom à l'échelle nationale.



Le RMIP s'est révélé en parfait état de fonctionnement tout au long du WEF 2018.

Canton de Bâle-Campagne

Patrik Reiniger succède à Marcus Müller

Le 1^{er} mars 2018, Patrik Reiniger a pris la succession de Marcus Müller à la tête du Service cantonal des affaires militaires et de la protection de la population du canton de Bâle-Campagne (AMB). Il dirige également l'État-major cantonal de crise (KKS).

Patrik Reiniger a suivi une formation d'officier de carrière et plusieurs autres formations entre 2001 et 2016 à l'Académie militaire de l'École polytechnique de Zurich. En 2010, il a achevé la formation générale et des études de politique de sécurité au «King's College» de Londres. Il a également obtenu un «Executive Master of Business Administration» auprès de la Haute École d'ingénierie et de gestion (HTW) de Coire.

Ayant longtemps collaboré au DDPS et été officier de milice dans la région territoriale 2, il connaît parfaitement le nord-ouest de la Suisse et est très bien introduit à l'échelon fédéral. Âgé de 46 ans, il a grandi dans le canton de Bâle-Campagne et habite à Aesch.

Après avoir longtemps dirigé l'AMB et le KKS, Marcus Müller a pris sa retraite fin février 2018.

Réorganisation dans le canton de Genève

Nicola Squillaci responsable de la protection civile

Le 1^{er} janvier 2018, le canton de Genève a réuni les secteurs de la protection civile et des affaires militaires. Nicola Squillaci a été nommé chef du nouveau Service protection civile et affaires militaires. Claire Walenda, ancienne cheffe

du service de la protection de la population et de l'obligation de servir, se consacre à nouveau désormais à l'analyse des risques systémiques dans le canton de Genève.

Exercice dans le canton de Bâle-Ville

L'expérience du travail en réseau

Lorsqu'elles sont en pleine action sur une place sinistrée, les équipes d'intervention n'ont pas toujours conscience du rôle essentiel que joue le système d'information et d'intervention (SII) à l'arrière-plan. Outil indispensable à la gestion des données, il est actif depuis le début de l'événement et encore quelques jours au-delà de la durée de ce dernier. L'exercice organisé par la cellule cantonale de crise de Bâle-Ville a permis aux différents acteurs de réaliser qui étaient les autres partenaires connectés au système.

Les événements nécessitant l'intervention de la cellule cantonale de crise requièrent l'engagement de nombreux acteurs. Il n'est dès lors plus possible de gérer les informations concernant les victimes et les personnes touchées à l'aide de tableaux Excel. Depuis l'Euro 08, le canton de Bâle-Ville a mis en place un système d'information et d'intervention (SII) en réseau répondant aux exigences actuelles.

Le SII a joué un rôle clé au cours de l'exercice qui a eu lieu les 24 et 25 octobre 2017. Réunis au centre de formation Bäumlihof, les gestionnaires de la centrale d'appels d'urgence sanitaire ont été les premiers à entrer en action. Ils ont pris connaissance du scénario – un accident de train impliquant de nombreuses personnes – et ont déclenché l'engagement dans le SII.

Après une première phase chaotique, l'opération a rapidement été ouverte dans le SII et une demande a été adressée aux hôpitaux reliés au système. Ces derniers, présents au centre de formation pour les besoins de l'exercice, ont annoncé leur capacité d'accueil aux urgences. Au cours des premières heures, il s'est agi de gérer une quantité importante de nouvelles informations, concernant notamment l'état des patients et la nature des blessures. En raison du nombre élevé de vic-

times ainsi que du type de blessures, la zone d'hospitalisation a dû être agrandie.

Intervenir avec l'appui du canton voisin

Parallèlement, un exercice de rassemblement s'est déroulé dans le canton de Bâle-Campagne. Plus de 20 figurants ont représenté des personnes impliquées dans l'accident sans avoir été blessées. Ils se sont rendus sur le lieu de rassemblement, situé pour le canton de Bâle-Ville dans le centre de formation Bäumlihof. Ils y ont été accueillis, enregistrés et interrogés. Ces tâches étaient effectuées par des partenaires externes, notamment l'organisation Care-Link, la protection civile et le Ministère public, qui recueillait les informations officielles.

L'équipe de support de Bâle-Campagne est arrivée peu de temps après. En cas d'événement, elle a pour mission d'assurer le checkpoint sur la place sinistrée. À l'arrière-plan, on continuait de saisir les données personnelles et la liste des objets disséminés (sacs, documents, téléphones portables, etc.). Ces informations étaient recueillies tout d'abord manuellement, puis enregistrées dans le SII. Le Ministère public complétait les informations, attribuait les objets et traitait les données. Il est la seule autorité compétente pour clore un événement dans le SII, ce qui est souvent décidé longtemps après son ouverture par la centrale d'appels d'urgence sanitaire.

Situer son intervention dans un contexte plus large

L'exercice avait ceci de particulier que des utilisateurs du SII qui ne se côtoient généralement jamais en cas d'événement ont pu communiquer entre eux et découvrir le SII d'un autre point de vue, ce qui a été considéré comme une expérience enrichissante. Le SII offre un large éventail de possibilités d'utilisation et les autorisations y sont diverses. L'exercice a permis à chacun de se voir expliquer les différentes possibilités et de situer sa propre intervention dans le contexte plus large du réseau.

André Künzler, du Service sanitaire coordonné (SSC), a félicité les organisateurs pour cet exercice de grande envergure. Il a été impressionné par la manière dont les partenaires ont travaillé en réseau au-delà des frontières cantonales et par le nombre important d'acteurs impliqués tout au long de la gestion de l'événement.



En cas de catastrophe, le canton de Bâle-Ville utilise le système d'information et d'intervention (SII) pour gérer les données concernant les victimes et les personnes touchées.

Exercice de la protection civile de Lucerne

Intervention dans le canton voisin

La Suisse peut à tout moment être frappée par un grave tremblement de terre. Un événement d'une telle ampleur nécessite une aide intercantonale. L'année passée, la protection civile de Lucerne a simulé un tel engagement au-delà des frontières cantonales.

Exercice d'intervention «Crosta Terrestre». Vers 6 heures du matin, deux instructeurs du centre de formation Sem-pach ont mis le commandement au courant de la situation initiale et des missions: un violent séisme a ravagé une grande partie des cantons de Berne, Soleure et Argovie. On parle d'immeubles effondrés, de personnes ensevelies et de voies de communication endommagées. La population est très inquiète. La capacité portante de nombreux bâtiments a dû être vérifiée. Les cantons ont fait appel à l'aide intercantonale et le canton de Lucerne, d'entente avec l'État-major fédéral ABCN, a apporté son soutien au canton de Berne avec ses organisations de protection civile.

Deux unités de la protection civile du canton de Lucerne ainsi que des formations de l'armée ont été engagées à Wangen an der Aare. Ce village ayant été durement frappé, le canton de Berne avait décidé d'y concentrer les forces d'intervention pour sauver les survivants. Aucune des organisations d'intervention d'urgence de la région sinistrée n'était disponible, mais les deux unités de la protection civile ont pu compter sur l'aide de plusieurs équipes de recherche de REDOG et d'un ambulancier.

Missions de la protection civile

Il a fallu ensuite cerner le problème avant de participer, à partir de 7h45, au rapport de coordination à Wangen an der Aare, puis organiser l'entrée en service ou encore le déplacement du personnel et du matériel.

Au cours du rapport de coordination, le chef de l'intervention des sapeurs-pompiers, interprété par le directeur d'exercice Thomas Breu de l'Office fédéral de la protection de la population (OFPP), a informé le détachement avancé sur l'ampleur des dégâts et les missions de la protection civile. À partir de ce moment, les chefs de l'intervention ont dû être efficaces et rapides: il fallait que tout soit prêt ou planifié au moment où le personnel arriverait sur les lieux afin qu'il puisse entrer en action tout de suite.

Les missions suivantes devaient être exécutées:

- prendre en charge de manière autonome la place sinistrée attribuée;
- sauver et dégager les personnes ensevelies;
- être prêt à remettre la place sinistrée à une formation de relève;
- être prêt à reprendre une autre place sinistrée;
- être prêt à informer le mandant sur la situation actuelle ou à engager d'autres ressources.



Le chef de l'intervention des sapeurs-pompiers donne ses ordres aux unités de la protection civile.



Suite à un séisme, il faut souvent effectuer des opérations de sauvetage en profondeur.

Un exercice à recommander

Après une phase de chaos, les travaux ont pu commencer comme prévu. Proche de la réalité, l'exercice d'intervention a représenté un défi pour tous les participants et était physiquement exigeant. Lors de la discussion finale, les instructeurs ont pu mettre en évidence les points essentiels et tirer les enseignements de cet exercice. Les aspects suivants ont notamment été abordés: organisation de l'entrée en service, conduite et sécurité.

L'exercice a eu lieu du 7 au 9 juin 2017. Il peut être recommandé à toutes les unités, car sa structure permet de tester l'ensemble de l'organisation d'intervention et il confronte tous les participants avec la thématique du tremblement de terre.

W. Häller, LU

Exercice de l'organisation de protection civile de Nidwald

Mise en place, exploitation et entretien d'un centre de vaccination

La section d'assistance de la protection civile du canton de Nidwald a testé pour la première fois un scénario d'intervention qui consiste à mettre en place un centre de vaccination en cas de pandémie.

Le canton de Nidwald a élaboré une planification d'urgence en cas de pandémie en décembre 2016. Ce document sert de base pour la prise de décision et l'intervention en cas d'aggravation de la situation pandémique. Il précise par exemple la marche à suivre si l'ensemble de la population du canton devait être rapidement vaccinée. Dans une telle situation, l'infrastructure sanitaire normale serait rapidement insuffisante. L'organisation de protection civile (OPC) de Nidwald devrait alors mettre en place un centre de vaccination ad hoc et en garantir l'exploitation en accomplissant des tâches non médicales.

Planification basée sur le matériel d'une salle de sport

La section d'assistance de l'OPC de Nidwald, qui compte 65 membres cadres compris, a mis en pratique le scénario pour la première fois l'année passée dans le cadre d'un

cours de répétition: sur la base de l'ordre d'engagement «Établir, exploiter et entretenir un centre de vaccination», l'infrastructure nécessaire a été installée dans une salle polyvalente. Afin de rester flexible, la planification se base en grande partie sur le matériel disponible dans une salle de sport. L'OPC de Nidwald s'est chargée d'apporter au préalable le matériel supplémentaire nécessaire, comme des parois de séparation en bois pour les cabines de vaccination.

Une fois le centre de vaccination installé, les processus ont été testés sur quelques volontaires. L'ordre d'engagement a été mis en œuvre avec succès à quelques détails près. Le médecin cantonal a d'ailleurs confirmé l'aptitude du centre de vaccination lors de son inspection. Le commandement de l'OPC de Nidwald est convaincu de pouvoir accomplir sa mission en cas d'intervention réelle.

Planifications du canton de Schaffhouse

Un centre d'instruction pour la protection de la population

Le canton de Schaffhouse prévoit de réaliser à Beringen un centre d'instruction commun pour la protection civile et les sapeurs-pompiers. L'objectif est de rassembler au même endroit la division de la protection de la population et de l'armée, la police cantonale du feu et les sapeurs-pompiers d'Oberklettgau.

Fin novembre 2017, le Conseil d'État schaffhousois a approuvé un projet pour la création d'un centre d'instruction de la protection de la population à Beringen. Le nouveau centre exploite au mieux la parcelle à disposition et répond parfaitement aux besoins des utilisateurs en termes d'espace et de fonctionnement. Il devrait être opérationnel fin 2021.

Synergies sur les plans de la construction et de l'exploitation

Le site ayant été approuvé suite à une évaluation, la collaboration avec les sapeurs-pompiers des communes de

Beringen et de Löhningen (sapeurs-pompiers d'Oberklettgau) peut désormais être préparée. Le rassemblement au sein d'un même bâtiment de la division de la protection de la population et de l'armée, de la police cantonale du feu et des sapeurs-pompiers d'Oberklettgau permet aussi des synergies au niveau de l'exploitation. Un budget de 19 millions est prévu pour la parcelle, le bâtiment et les travaux d'aménagement des alentours. L'établissement d'assurance des bâtiments interviendra en tant qu'investisseur et maître d'ouvrage; le canton et les communes de Löhningen et de Beringen seront locataires.

Offre de cours de la Fédération suisse des sapeurs-pompiers (FSSP)

Intervenir et se former ensemble

Bien que les sapeurs-pompiers et les membres de la protection civile se retrouvent sur le terrain des interventions, ils ne suivent que peu de cours en commun. Pour remédier à cette lacune, la Fédération suisse des sapeurs-pompiers (FSSP) propose une série de cours destinés à la fois aux membres de la protection civile et aux sapeurs-pompiers.

La FSSP a mis sur pied des cours adaptés également aux membres de la protection civile. Une formation commune permet en effet de favoriser la collaboration et de mettre en pratique le principe «Intervenir et se former ensemble». D'ailleurs, plusieurs cours de la FSSP comptent des instructeurs de la protection civile parmi les chefs de classe. Les cours suivants se prêtent tout particulièrement à une formation commune:

Sécurité antichute: Chaque chute représente un accident de trop! Dans ces cours, les sapeurs-pompiers et les membres de la protection civile apprennent à se protéger contre les risques de chute, qu'il s'agisse du cours de base, du cours pour formateurs ou du cours de répétition pour formateurs.

La sécurité chez les sapeurs-pompiers et à la protection civile: Ce cours porte sur l'identification de dangers, l'évaluation de risques, l'application de mesures de sécurité et le développement d'une culture de la sécurité au sein de l'organisation.

Formation des formateurs et instructeurs: Chaque cadre acquiert des outils simples pour former les futurs instructeurs ou formateurs avec assurance et efficacité.

La FSSP propose également des cours sur mesure et organisés sur place, par exemple pour les modules consacrés à la conduite de discussions ou à la visualisation.

Dangers naturels: Le changement climatique est devenu une réalité. Les événements naturels nécessitant généralement l'intervention commune des partenaires de la protection de la population, les cours sur les dangers naturels sont destinés à toutes les organisations d'intervention, qu'il s'agisse du cours de base, du cours sur la planification des interventions et la préparation à l'engagement ou du cours sur les feux de végétation.



Plusieurs cours de la FSSP sont donnés par des formateurs ou instructeurs de la FSSP et de la protection civile.

Pour de plus amples informations:
www.swissfire.ch/fr/fsspl

Exigences de la Croix-Rouge suisse (CRS)

Soutenir le bénévolat

Sans bénévoles, la Croix-Rouge suisse (CRS) ne serait pas ce qu'elle est. Elle a saisi l'occasion de la Journée internationale des Volontaires du 5 décembre 2017 pour exiger une meilleure reconnaissance et un encouragement du bénévolat.

En Suisse, près de 20% des plus de 15 ans effectuent du travail bénévole. Comme l'a rappelé Annemarie Huber-Hotz, présidente de la CRS, «des milliers de bénévoles consacrent jour après jour une partie de leur temps à leur prochain, à celles et ceux qui ont besoin d'aide et de soutien.»

En 2016, quelque 61 000 bénévoles ont fourni sous la bannière de la CRS un total de 2,93 millions d'heures. Sur la base d'un tarif horaire de 30 francs, la rémunération de ce travail équivaldrait à 87 millions de francs. Sans bénévoles, la CRS ne serait pas en mesure de proposer une bonne partie de ses prestations

Le bénévolat doit demeurer au cœur du travail de la CRS, de même qu'il doit continuer d'apporter son indispensable plus-value à notre société. C'est pourquoi la CRS a mis à profit la Journée internationale des Volontaires pour faire passer un message important au grand public et aux milieux politiques. La Confédération doit notamment mettre en place des modes officiels de reconnaissance de ces compétences (modèle des «crédits ECTS») et créer un service chargé des relations avec les organisations de bénévoles. Par ailleurs, ces dernières doivent être soutenues financièrement par la Confédération et les cantons.

Collaboration fructueuse entre conducteur de chien et pilote de drones

Au ras du sol et dans les airs

Depuis plus d'un an, des spécialistes volontaires allient chiens et technique pour sauver des personnes disparues. Des drones équipés de caméras leur fournissent les vues aériennes tandis que les chiens s'activent dans les sous-bois et les forêts. Une collaboration qui porte ses fruits.

Lorsque l'alarme retentit, Iwan Kobi vérifie son matériel. Le sac à dos, toujours prêt, doit contenir radio, cartes, règle, boussole, GPS, de quoi faire une descente en rappel, de l'eau et de la nourriture. Et pour Dara, la chabrique orange, quelques friandises et des jouets. La femelle labrador possède 25 peluches. «Sa préférée, sourit le conducteur de chien de sauvetage, c'est le petit cochon qui fait pouet pouet» et qui, pourtant, ne porte pas la moindre trace de morsure. Un peu plus loin, dans l'angle, un second sac. Iwan Kobi est aussi actif au sein de la Société suisse pour chiens de recherche et de sauvetage REDOG en tant que spécialiste de la localisation technique.

Au même moment, ailleurs en Suisse, Dominique Peter passe lui aussi en revue son équipement: quatre drones, une caméra thermique, des lunettes vidéo, un iPad, des accus, un générateur de secours, un bidon d'essence, des jumelles, un capteur de température pour drone et des coussinets chauffants.

«Rien ne peut la distraire, pas même le survol d'un drone.»

Dominique Peter est pilote professionnel de drone et Iwan Kobi est conducteur de chien de sauvetage professionnel. Voilà un an qu'ils joignent leurs forces pour retrouver des personnes disparues, soit comme pilote et conducteur de chien, soit en tant que pilote et co-pilote.

Des rôles clairement définis

Sur le terrain, les rôles sont clairement définis. On dis-

tingue deux équipes: conducteur de chien, chien et aide SAR («Search and rescue»), équipés d'une carte, d'une boussole et d'un GPS forment la première; la seconde réunit le pilote de drone et son co-pilote. Il travaillent sans se gêner les uns les autres. «Dara ne se laisse jamais distraire, rien ne peut la détourner de sa mission, pas même le survol d'un drone», explique Iwan Kobi.

Il suffit de s'imaginer un secteur de randonnée en montagne pour comprendre tout l'intérêt de la vision aérienne. «Les drones couvrent de vastes étendues en un minimum de temps», explique Dominique Peter. Sans compter, précise Iwan Kobi, qu'ils deviennent vite indispensables en terrain accidenté et dangereux: «Dans ce genre d'environnement, c'est la sécurité des chiens et des personnes concernées qui prime.»

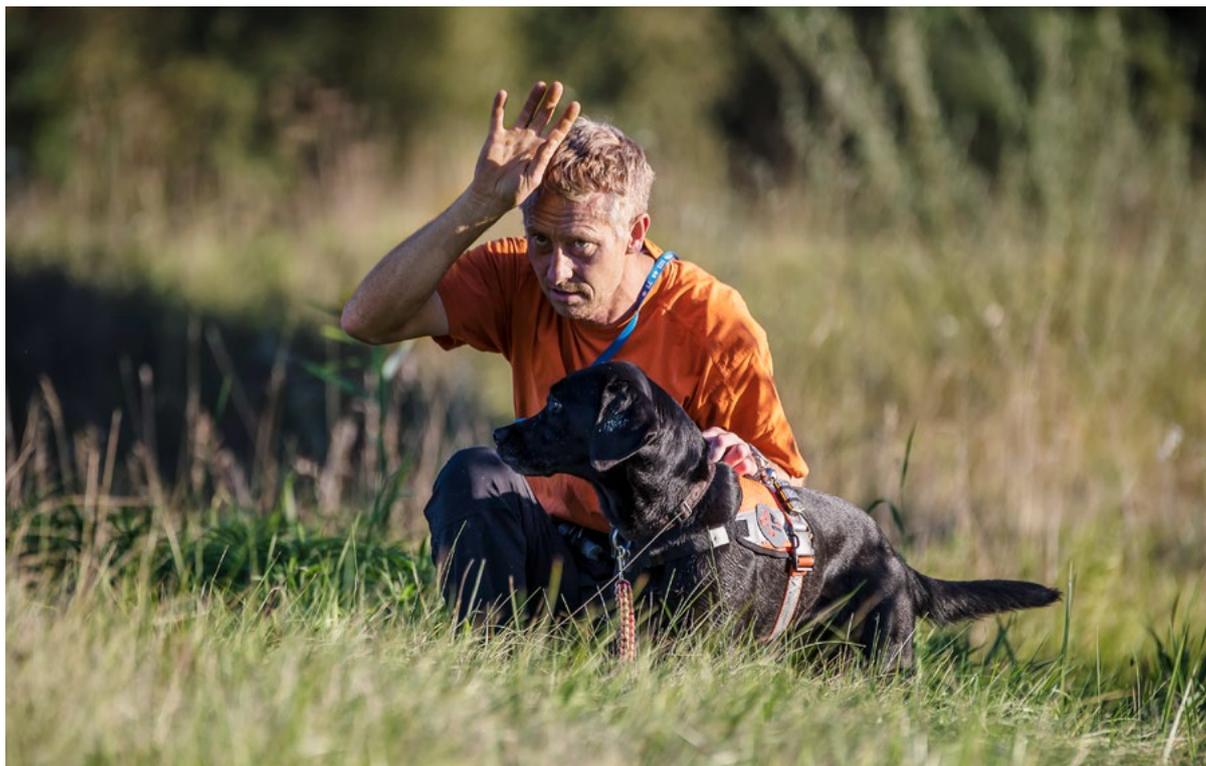
Les drones interviennent donc au-dessus des grands espaces sans arbres et des zones difficiles d'accès, tandis que les chiens se voient «affectés» aux bois et aux sous-bois. Les minutes ainsi gagnées peuvent s'avérer précieuses pour des victimes blessées ou en hypothermie.

Pas de vols acrobatiques

Pendant qu'Iwan Kobi passe la chabrique à Dara et lui accroche au collier le bringsel, un bout de cuir d'environ 10 cm appelé aussi témoin, Dominique Peter fait décoller son drone une première fois pour tester le vent. iPad à la main, il dirige l'engin d'une main sûre. Car il ne suffit pas de savoir faire voler un drone, comme tant d'amateurs, pour prétendre se lancer dans la recherche de disparus. Ueli Sager, président de la Fédération suisse des drones civils (FSDC) le dit très clairement: «La recherche au moyen d'un drone nécessite énormément d'expérience et une maîtrise absolue de l'appareil.» En outre, la personne en mission doit être entièrement au service de REDOG. «Nous sommes là pour fournir des images vues du ciel, pas pour faire des figures», souligne Dominique Peter. Comme les conducteurs de chiens de REDOG, les pilotes doivent se soumettre à des entraînements intensifs et des exercices quotidiens afin de pouvoir appliquer les processus prévus en cas de danger et en terrain accidenté. Pour cela, ils peuvent s'appuyer sur un co-pilote, qui, équipé de lunettes vidéo, analyse en continu les images livrées par l'appareil. Ce co-pilote est membre de REDOG: depuis des années, l'organisation forme des spécialistes à la localisation à l'aide de caméras thermiques et de dispositifs de vision nocturne. «L'œil doit apprendre à détecter les silhouettes de personnes allon-



Iwan Kobi, conducteur de chien de sauvetage REDOG, accompagné de Dara et de Dominique Peter, pilote de drones: une équipe affectée depuis un an et demi à la recherche de personnes disparues.



Chabraque orange et main levée – pour Dara, c'est le signal: au travail!

gées et blessées ou à repérer les objets que les disparus avaient sur eux», explique Iwan Kobi, lui-même formateur. La direction de l'intervention décide de la suite des opérations de sauvetage lorsqu'un drone détecte une personne. Lorsqu'un chien découvre une victime, c'est l'aide SAR qui s'en occupe en lui apportant les premiers secours tandis que le conducteur de chien fournit les coordonnées à la direction de l'intervention ainsi que les premières informations sur l'état de santé de la personne.

Bilan positif

Les spécialistes REDOG de la localisation technique et les pilotes de la FSDC suivent des formations communes depuis un an et demi et font également équipe lors d'interventions. Leur collaboration a été testée pour la première fois en juillet 2016, une semaine à peine après le début des discussions. Immédiatement, tout le monde a trouvé cette association au poil. Ensemble, ils ont pu retrouver des personnes disparues, ou du moins exclure leur présence dans la zone de recherche. «Nous voulions que REDOG élargisse son champ d'action, c'est réussi», conclut Romaine Kuonen, présidente de REDOG. Au vu de l'évolution technologique, faut-il craindre que les robots remplacent un jour les chiens? Romaine Kuonen n'y croit pas une seconde: «Nous ne pourrions jamais nous passer de la localisation biologique.» En forêt ou par conditions météo défavorables, le chien conserve des atouts indiscutables. Sans compter que la technique n'est pas infaillible: accus qui se vident, pièces qui cassent... «Il ne s'agit pas de choisir l'un ou l'autre, mais d'exploiter leur complémentarité», résume la présidente.

Toujours prêts

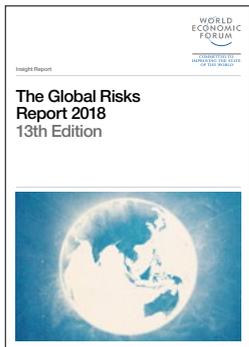
Des années et des années d'entraînement et d'exercices, un téléphone qui peut sonner au beau milieu de la nuit pour vous envoyer n'importe où en Suisse... Pourquoi accepter tant de contraintes, qui plus est bénévolement? Une évidence pour l'entrepreneur indépendant Iwan Kobi, qui voulait faire quelque chose d'utile avec un chien et trouver dans les innombrables heures passées dans la nature l'équilibre dont il a besoin. Et Dominique Peter, qui propose aussi ses services à titre professionnel, d'ajouter: «Quoi de plus important que de sauver des vies?»

Dagmar Wurzbacher

Communication REDOG

La recherche de personnes disparues

Chaque année, quelque 3000 personnes sont portées disparues en Suisse. Certaines, atteintes de démence, s'égarer au cours d'une promenade. D'autres sont victimes d'un problème de santé soudain ou d'une catastrophe lors d'une sortie en montagne. Quelle que soit la cause, ce sont les spécialistes REDOG et leurs chiens de recherche et de sauvetage qui interviennent, désormais assistés depuis les airs par des drones. Les services de l'organisation peuvent être sollicités par la police, mais aussi, à tout moment et gratuitement, par des particuliers. Dans tous les cas, REDOG travaille en étroite collaboration avec la police. Les frais des équipes cynotechniques et des pilotes de drones sont couverts par des dons. Numéro d'alarme: 0844 441 144



Rapport annuel du WEF

Risques pesant sur le monde en 2018

Le Forum économique mondial (WEF) a publié le 17 janvier son rapport sur les principaux risques mondiaux pour l'année 2018. Ce rapport, qui aborde un plus grand nombre de risques que les rapports des années précédentes, se concentre sur les dommages environnementaux, les cyberattaques et les tensions géopolitiques et

économiques. Il présente les résultats de la dernière enquête menée auprès d'un millier d'experts et de décideurs qui ont évalué la probabilité et l'impact de trente risques mondiaux pour les dix années à venir.



Chirurgie dans le bulletin d'information SSC 2/17

Décisions rapides – longues réflexions

Le bulletin d'information du Service sanitaire coordonné (SSC) 2/17 a pour thème: «Chirurgie: décisions rapides – longues réflexions». Lorsqu'il est question de «chirurgie de guerre», on associe cette dernière à des images de conflits armés ou d'attentats terroristes, telles qu'elles

sont relayées par les médias. Étant donné la fréquence des attentats, il est plus juste aujourd'hui de parler de «chirurgie de guerre et de catastrophe».



Publication consacrée au changement climatique

Une synthèse des risques et des opportunités

Le climat de la Suisse a changé durant les dernières décennies. L'impact du réchauffement global est perceptible et va s'accroître avec la hausse des températures. L'Office fédéral de l'environnement (OFEV) a publié le 5 dé-

cembre 2017 une synthèse des risques et des opportunités liés aux changements climatiques. Cette étude devrait soutenir les cantons et les régions dans le développement de leurs propres stratégies d'adaptation.

Vidéo sur les premiers secours

Cinq minutes pour sauver une vie

Chaque heure en Suisse, une personne est victime d'un arrêt cardiaque. Aujourd'hui, seuls 5% des victimes survivent. Une intervention rapide permettrait d'augmenter ces chances à 70%. L'École de Santé de Suisse Romande

a réalisé une vidéo qui explique les principes de la réanimation en quatre étapes.

www.essr.ch/blog/reanimation

IMPRESSUM

Protection de la population 30 / mars 2018 (onzième année)

La revue *Protection de la population* est disponible gratuitement en Suisse, en allemand, français et italien.

Editeur: Office fédéral de la protection de la population OFPP

Coordination et rédaction: P. Aebischer

Equipe de rédaction: A. Bucher, Ch. Fuchs, D. Häfliger, M. Haller, K. Mürger, N. Wenger

Traductions et révisions rédactionnelles: Services linguistiques OFPP

Contact: Office fédéral de la protection de la population OFPP, Information, Monbijoustr. 51A, CH-3003 Berne, téléphone: +41 58 462 51 85, e-mail: info@babs.admin.ch

Photos: OFPP / mises à disposition

Mise en page: Centre des médias électroniques ZEM, Berne

Reproduction: les droits d'auteur sont réservés pour tous les textes et images publiés dans la revue «Protection de la population». Toute reproduction est soumise à l'approbation de la rédaction.

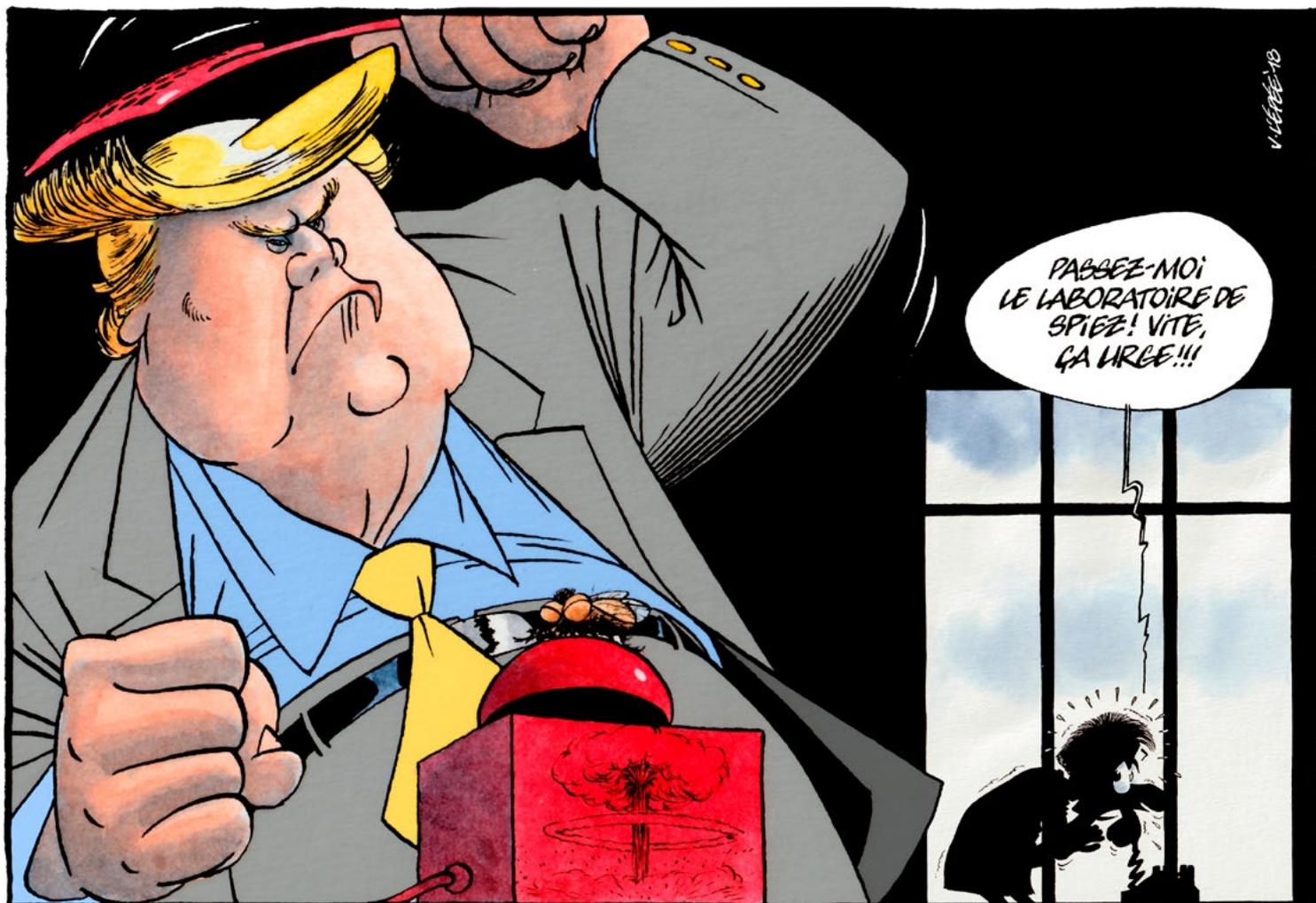
Tirage: allemand: 7600 exemplaires, français: 3100 exemplaires, italien: 800 exemplaires

L'Office fédéral de la protection de la population (OFPP) est l'éditeur de la revue «Protection de la population». Cette revue n'est cependant pas une publication officielle au sens strict, mais plutôt une plate-forme. En effet, les articles ne reflètent pas obligatoirement le point de vue de l'OFPP.

Les missions internationales du Laboratoire de Spiez

Le regard de V. L'Épée

Vincent L'Épée dessine pour les quotidiens romands «L'Express», «L'Impartial» et «Le Journal du Jura». Ses dessins paraissent également dans la revue bimestrielle «Edito+Klartext» et, occasionnellement, dans l'hebdomadaire «Courier international». Il vit à Neuchâtel.



Prochaine édition
N° 31, Été 2018

Dossier

Alertswiss

Votre avis compte!

C'est avec plaisir que nous attendons vos réactions et suggestions pour les prochains numéros!

info@babs.admin.ch

Commandes

La revue de l'Office fédéral de la protection de la population OFPP paraît trois fois par an en allemand, français et italien.

La revue peut être commandée au numéro ou par abonnement à l'adresse suivante:

www.protpop.ch ou info@babs.admin.ch



«Désormais, la conférence des directeurs de l'EMF réunira une trentaine de directeurs d'offices fédéraux.»

Benno Bühlmann, directeur de l'Office fédéral de la protection de la population (OFPP)

Page 4

«Le Laboratoire de Spiez ne pourrait acquérir une expérience comparable du terrain et du travail en laboratoire lors des seuls exercices organisés en Suisse.»

Marc Cadisch, chef du Laboratoire de Spiez, OFPP

Page 10

«C'est en toute confiance que l'office de la sécurité militaire et civile du canton des Grisons envoie les membres de son équipe d'intervention psychologique au Centre fédéral d'instruction de Schwarzenburg.»

Jürg Mayer, membre de la direction du Care Team Grischun

Page 23